

Le Courier des incroyables

Conseils de Révision

Actualités de mai 2002

-----oooOOO§§§OOOooo-----

«The tales of 'Holocaust survivors' all concentration camp inmates, all heroes of the resistance were a special source of wry amusement in my home.»

<http://www.normanfinkelstein.com/id60.htm>

Puisqu'il s'amusait ainsi des "récits d'Holocauste", Finkelstein peut être considéré comme membre de droit de l'AAARGH

LA CLAQUE À JOSPIN, C'EST ÇA QUI FAIT DU BIEN

Il n'est pas usuel, dans ces pages, de commenter l'actualité politique, sauf en ce qui touche le révisionnisme et les mesures, généralement répressives, qui le touche. Mais il nous est particulièrement agréable de prendre acte du fait que le peuple français a foutu une formidable claque dans la gueule de Jospin et de ses affreux petits camarades qui s'apprêtaient à s'engraisser sur notre dos et à nous faire une morale à bon marché pour les 5 ou 10 ans à venir. Jospin, en contradiction avec ce qu'il avait déclaré quand il était porte-papier sous Mitterrand, s'était révélé un adversaire farouche et particulièrement hypocrite du révisionnisme. Il avait été jusqu'à donner des ordres directs pour faire éliminer Serge Thion, du CNRS, ordre exécuté fidèlement par le toutou Schwarzenberg, miraculeusement doté du poste de ministre de la recherche. Thion avait ensuite fait observer qu'il avait frappé Jospin, par un court texte critiquant sévèrement ses compromissions inouïes avec Barak, tueur israélien temporairement nommé premier ministre; et que Jospin l'avait frappé en retour. Match nul. Mais la partie n'était pas terminée. C'est le peuple quasi entier, à plus de 90%, qui a signifié à Jospin son congé comme on renvoie un mauvais domestique. La tête que faisaient les sbires socialistes au moment où la dure vérité leur a été assénée était à se pâmer de rire.

Vue la diversité des opinions des révisionnistes, ils n'ont corporativement aucune appréciation à porter sur les élections. Mais la tyrannie insidieuse exercée par les socialistes, exprimée par exemple dans la loi passée en décembre (LSI) qui fait litière des nos libertés, a fait l'unanimité et dans le peuple et chez les révisionnistes. Personne n'osait rêver d'un si magistral coup de pied au derrière. Les navires du parti socialiste et du grotesque parti communiste ont sombré dimanche 21 avril et les rescapés furieux sont sur le radeau de la Méduse. Et dans le rôle de la méduse...

Certains néanderthaliens du commentaire politique pourraient croire que nous serions favorables à Le Pen. Il n'y a qu'à lire la longue interview qu'il a donnée à *Ha'aretz* deux jours avant les élections pour voir qu'il est resté fidèle à son sionisme ancien et qu'il se sent beaucoup d'affinités avec Sharon. "Je comprend tout-à-fait l'Etat d'Israël qui cherche à défendre ses citoyens." Ces choses-là sont répugnantes au plus haut degré. Paris vaut bien une loi Gayssot. Quant à Chirac c'est une lavette qui est passée par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel et qui est aujourd'hui complètement délavée. Les révisionnistes ont autre chose à faire que de jouer aux boules ou aller voter.

Voir (article en deux parties)

<<http://news.haaretz.co.il/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=153419>>

<<http://www.haaretzdaily.com/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=153418&contrassID=2&subContrassID=14&sbSubContrassID=0&listSrc=Y>>

LE ROCHER DE SYSIPHE
LA LUTTE POUR LA LIBERTE DE PAROLE
NE FAIT TOUJOURS QUE COMMENCER

Prison pour provocation à la haine raciale dans un forum de discussion

Un internaute parisien s'est vu infliger une peine de 18 mois d'emprisonnement avec sursis, pour diffamation raciale et provocation à la discrimination raciale par le tribunal correctionnel de Paris le 26 mars 2002. Cet internaute avait diffusé, entre septembre et novembre 2000, une série de textes à caractère antisémite dans des forums de discussion.

Cette affaire avait été initiée par la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA) mais cette dernière ne s'est finalement pas constituée partie civile et seul le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a plaidé.

Non seulement, l'accusé avait posté des messages au contenu raciste avec des appels à la violence à l'égard du peuple juif, mais aussi **portaient des propos négationnistes** en qualifiant l'Holocauste de «la plus grande escroquerie du XXe siècle». L'accusé appelait en outre à commettre un attentat à la bombe rue des Rosiers, à Paris, au coeur d'un quartier juif emblématique.

Le juge a donc retenu comme chefs d'accusation "la provocation à la discrimination, la haine et la violence, la diffamation publique, la provocation non suivie d'effet à commettre des atteintes volontaires à la vie, **ainsi que la contestation de crime contre l'humanité**". [*On ne sait pas ce qui est le plus grave...*]

Les peines infligées sont à la hauteur des chefs d'accusation retenus: outre une peine de prison avec sursis et 3 ans de mise à l'épreuve, l'accusé devra payer 1500 euros à chacune des deux parties plaignantes, ainsi que 70 euros d'amende.

Mis en ligne le 29 mars 2002:

<<http://www.vivrele.net/node/414.html>>

Un pays de fous ou un pays dominé par un certain lobby ?

"Deux hommes de 36 et 32 ans, arrêtés alors qu'ils inscrivait des slogans antisémites et pro-palestiniens sur la façade d'un hôtel de Bonneville (Haute-Savoie), ont été respectivement condamnés, le 7 avril, à **deux ans et trois mois de prison ferme** par le tribunal correctionnel de la ville."

Le Monde, 19 avril 2002

Judge Says 'No' to WTC Trash Talk

NewYork (AP) -- Judges in two separate cases have rejected the free-speech claims of defendants arrested on disorderly conduct charges after police said they publicly praised the World Trade Center attacks.

Judges William Harrington and Neil Ross of Manhattan Criminal Court refused to dismiss charges filed against defendants Reggie Upshaw and William Harvey. Harrington's decision, made public Friday, dealt with charges of disorderly conduct and inciting to riot against Upshaw. Upshaw allegedly praised the attacks to a crowd of about 50 people near Times Square a few days after the devastation. Harrington quoted Upshaw as saying, "It's good that the World Trade Center was bombed. More cops and firemen should have died. More bombs should have been dropped and more people should have been killed." [...] "The talismanic phrase 'freedom of speech' does not cloak all utterances in legality," the judge wrote.

An earlier decision by Ross involved Harvey, who was arrested Oct. 4 near the trade center ruins after he allegedly said the Sept. 11 attacks were revenge for U.S. treatment of Islamic nations. Dressed in military fatigues and holding a sign with Osama bin Laden's face superimposed over the twin towers,

Harvey attracted a lunchtime crowd of about 60 people, some of whom threatened to kill him, police said.

[...] New York Civil Liberties Union director Donna Lieberman said Ross' decision should not be allowed to stand. She said police, instead of arresting Harvey, should have protected him from those who were trying to stop him from expressing himself. First Amendment expert Floyd Abrams said the defendants were expressing "political advocacy, detestable to almost all of us, but protected nonetheless." "I find disturbing the notion that people can be jailed for reasons that bear on the content of what they are saying," Abrams said.

The Associated Press. 30 mars 2002.

<http://1010wins.com/topstories/StoryFolder/story_96247565.html/index.html>

MERCI LES ROSBIFS

Blair répugne à l'instauration d'une loi européenne sur la négation de l'Holocauste

Par Philip Johnston

La Grande-Bretagne fait obstacle aux tentatives européennes pour faire de la négation ou de la banalisation des atrocités nazies un délit. Selon les propositions de Bruxelles, racisme et xénophobie seraient, pour la première fois en Grande-Bretagne, considérés comme des crimes graves passibles d'une condamnation à la prison de deux ans ou plus.

L'Europe veut harmoniser les lois avant l'entrée en vigueur en 2004 d'un nouveau type de mandat d'arrêt. Cela permettra à la police d'envoyer devant n'importe quel tribunal de l'Union européenne les citoyens des 15 Etats membres **sans passer par les vieilles procédures d'extradition.**

Parmi les délits concernés par un tel mandat figureraient le racisme et la xénophobie. Mais ces derniers ne constituent pas une infraction spécifique en Grande-Bretagne ni dans certains des Etats de l'Union européenne.

Le projet prévoit de définir le racisme et la xénophobie comme une hostilité à l'encontre de certaines personnes en raison de leur "race, couleur, origine, religion ou croyances, origine nationale ou ethnique". Il prévoit également de punir **"la négation ou la banalisation publique des crimes jugés par le tribunal militaire international de 1945"**.

Sept pays disposent de lois contre la négation de l'Holocauste, dont l'Allemagne, la France et l'Autriche. De telles lois ouvriraient une nouvelle voie en Grande-Bretagne, où il faut qu'il y ait risque de trouble à l'ordre public avant qu'une pensée ne devienne un délit.

Avant l'élection de 1997, Tony Blair avait déclaré qu'il était "fortement question" de mettre en place une loi contre la négation de l'Holocauste. Mais le gouvernement a fait savoir à la commission d'examen des affaires européennes à la Chambre des Communes que la Grande-Bretagne était hostile à la création d'une telle infraction.

"Même si nous sommes d'accord pour reconnaître l'importance des conséquences qu'entraîne ce genre d'infraction pour beaucoup de gens, particulièrement pour la communauté juive, le gouvernement ne la considère pas véritablement comme un délit", a déclaré Angela Eagle, du ministère de l'intérieur. Le gouvernement est également opposé à la proposition d'élargissement de la loi car elle pourrait s'appliquer à bien des amuseurs publics et même à Anne Robinson qui, sur la chaîne de télévision BBC, avait déclaré trouver les Gallois "agaçants".

Le projet requiert l'accord des 15 Etats à l'unanimité, par conséquent la Grande-Bretagne pourra toujours opposer son veto si les négociations ultérieures ne prenaient pas en compte ses objections.

Il y a eu plusieurs poursuites, ces dernières années, en Europe pour négation de l'Holocauste.

En Allemagne, un historien qui avait prétendu qu'à Auschwitz les prisonniers disposaient de cinémas, d'une piscine et de maisons de tolérance a été condamné à 10 mois de prison; et un Américain a passé trois années en prison, sur une condamnation de quatre ans, pour avoir diffusé du matériel niant l'Holocauste.

En 1991, l'historien controversé David Irving, qui a perdu un procès en diffamation devant la Haute Cour de justice il y a deux ans, a été condamné à une amende par un tribunal allemand pour avoir enfreint les lois contre la négation de l'Holocauste et avoir "diffamé la mémoire des morts".

Daily Telegraph, 2 avril 2002.

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES

(suite)

L'université et le CNRS lyonnais une nouvelle fois dans la tourmente

Paris, vendredi 29 mars 2002. La semaine dernière, en exclusivité, amnistia.net révélait que l'Institut d'Asie Orientale, une structure qui associe les universités Lyon 2, Lyon 3 et le CNRS, avait accepté de recevoir une importante subvention de la Fondation franco-japonaise Sasakawa (voir notre édition du 22.03.2002). Cet accord avait aussitôt provoqué la démission du géographe Philippe Pelletier. Dans une lettre rendue publique, il expliquait en détails les raisons de cette grave décision. Les documents qu'il mettait à disposition établissaient sans aucune contestation possible que la généreuse fondation portait le nom d'un criminel de guerre nippon, militant fasciste de la première heure, que les services secrets américains transformèrent, dès le début de la guerre froide, en chef de croisade anti-communiste. Les nombreux textes disponibles démontrent également qu'après-guerre, l'empire financier de Sasakawa a pu s'épanouir en s'appuyant sur les organisations mafieuses des yakusa, et que de fabuleux profits furent certainement réalisés dans des secteurs aussi lucratifs que les paris sur les courses de hors-bord, la prostitution ou le trafic de drogue. Par ailleurs Sasakawa fut des dizaines d'années durant en relation directe avec le fondateur de la secte Moon, puis, dans les dernières années de sa vie avec le gourou de la secte Aum, responsable de l'attentat meurtrier au gaz sarin dans le métro de Tokyo.

En réponse aux arguments très solides du chercheur démissionnaire, le directeur de l'Institut d'Asie Orientale a fait circuler le texte suivant:

"Le directeur de l'IAO, en plein accord avec le conseil des chercheurs, tient à faire la mise au point suivante. Philippe Pelletier fait circuler largement un texte où il annonce sa démission en remettant en cause une décision régulièrement présentée et discutée par le conseil de laboratoire. Les assertions profondément inexacts contenues dans ce texte appellent les rectifications suivantes:

Lors du conseil de laboratoire du 17 décembre 2001, j'ai annoncé que l'IAO allait bénéficier d'une dotation de 45.000 Euros versés sur trois ans, qui est exclusivement destinée à l'achat d'ouvrages de sciences sociales sur le Japon contemporain. L'Institut n'a d'autre obligation que de fournir la liste des ouvrages achetés et la copie des factures correspondantes.

La Fondation franco-japonaise Sasakawa est une fondation privée de droit français reconnue d'utilité publique. Elle est dotée d'un capital propre, dont les intérêts servent au financement de ses activités, et d'un conseil d'administration dont les membres figurent sur tous les documents publics de la fondation. Il convient de rappeler que c'est le Conseil d'Etat qui autorise la constitution de toute fondation à l'issue d'une procédure longue et rigoureuse. Cette fondation française a en effet été créée et dotée à l'initiative de la Nippon Foundation établie par Sasakawa Ryôichi, décédé depuis plusieurs années. Ayant eu accès au dossier de Sasakawa Ryôichi dans les Archives nationales américaines, j'ai pu constater qu'il n'a jamais été inculpé pour crime de guerre.

Suite à une faute grave commise à l'encontre d'un membre de l'Institut, j'ai présenté ces éléments lors d'une réunion extraordinaire des chercheurs de l'IAO convoqués (18 mars 2000) spécialement pour débattre de façon contradictoire de tous les autres aspects de Sasakawa Ryôichi et de ses fondations. Bien que divers points de vue se soient librement exprimés, aucun élément tangible n'a été présenté qui soit susceptible de convaincre l'ensemble de l'Institut de renoncer à toute relation avec la fondation franco-japonaise. Nous constatons, d'ailleurs, qu'un très grand nombre d'institutions universitaires et culturelles françaises et étrangères ont reçu des subventions des diverses fondations établies par Sasakawa Ryôichi.

Notre collègue, Eric Seizelet, visé sans être nommé dans le message de Philippe Pelletier, est sans doute un des chercheurs français qui par ses travaux a le plus contribué à la connaissance de l'idéologie nationaliste au Japon, à la question des manuels scolaires et au travail de mémoire sur la guerre. L'associer insidieusement au courant révisionniste japonais et à la mise en cause de la constitution pacifique est tout simplement absurde. Ses publications en font foi.

En conclusion, le directeur et les membres de l'IAO prennent acte de la démission de Philippe Pelletier.

Ce texte a été soumis par le directeur aux chercheurs de l'IAO présents, qui l'ont adopté à l'unanimité des présents".

Il est remarquable que dans ce texte, aucune des affirmations sur le passé fasciste de Sasakawa ne soit infirmée. Son auteur utilise la stratégie de l'évitement: son principal argument consiste à dire que Sasakawa "n'a jamais été inculpé pour crime de guerre". Cela permet de faire l'impasse sur le fait que

Sasakawa a été arrêté en tant que criminel de guerre, pour ses responsabilités dans le pillage de la Chine, incarcéré pendant trois années dans la prison de Sugamo, et libéré en décembre 1948 en compagnie de 18 autres criminels de guerre de classe A pour les besoins de la lutte anti-communiste.

Le fait d'invoquer comme justification le fait que le criminel n'ait pas été jugé est un argument d'une indécence rare à Lyon: il aurait pu être employé, jusqu'en 1986, pour dédouaner un Klaus Barbie par exemple. Il a en effet fallu quarante années de combat vigilant [*pour finir par l'acheter...*] pour imposer la tenue du procès de ce criminel nazi exfiltré en Amérique du Sud par les réseaux américains dans l'immédiat après-guerre.

L'indécence est redoublée quand on connaît l'adresse du bâtiment qui accueille l'Institut d'Asie Orientale: 14, avenue Berthelot à Lyon.

Il s'agit de l'ancienne école de santé militaire qui abrita, pendant l'Occupation, les services de la Gestapo. C'est là, dans ces sous-sols que furent torturés à mort des dizaines de résistants. En 1999, le *Progrès de Lyon* consacrait un article à la création de l'Institut des Sciences de l'Homme dont l'Institut [*sic*] d'Asie Orientale fait partie. Le directeur de l'Institut, Alain Bonnafous, avait pour l'occasion procédé au baptême des salles du nom de sept martyrs, pour perpétuer leur souvenir. "Tous sont passés entre les mains des tortionnaires qui ont sévi dans ces lieux. Leur engagement et les circonstances de leur martyr sont dorénavant rappelés à l'entrée de chacune des salles" déclarait-il alors. Il s'agit de Jean Moulin, de l'historien Marc Bloch, d'André Bolier, d'André Frossard, d'Ernest Léger, de Georges Lyvet, d'Elise Rivet.

Et au moment où deux films en la mémoire de Jean Moulin sont en tournage dans la capitale des Gaules, un groupe d'universitaires amnésiques font leurs courses avec la menue monnaie d'une fondation qui porte le nom d'un criminel de guerre.

A quand une salle "Sasakawa" dans l'ancienne école de santé militaire de Lyon?

<<http://www.amnistia.net/news/articles/japdoss/sasakaw2/sasakaw2.htm>>

Troisième épisode

Argent sale pour la fac: tout "Le Monde" savait...

Par Patrick Farrel

Paris, mardi 2 avril 2002. La démission du chercheur Philippe Pelletier de l'Institut d'Asie Orientale de Lyon a révélé au grand public les agissements de certains mandarins lyonnais qui ont accepté, sans états d'âme, de recevoir une importante subvention de la part d'une fondation japonaise portant le nom d'un militant fasciste emprisonné, en 1945, comme "criminel de classe A".

La seule ligne de justification des responsables de l'IAO comporte deux angles: nous ne sommes pas les seuls à avoir tendu la main à la Fondation Sasakawa. De plus, Ryoichi Sasakawa, décédé en 1995, n'a jamais été condamné pour ses responsabilités dans l'effort de guerre japonais. Il a même été libéré, le plus légalement du monde, en 1948.

Nous avons eu la curiosité de consulter les archives du journal *Le Monde* et principalement l'article consacré par son correspondant au Japon, Philippe Pons, au lendemain du décès de Ryoichi Sasakawa.

Le premier argument développé par le directeur de l'IAO, l'historien Christian Henriot, est abattu en flammes:

"En France, la fondation Sasakawa est active auprès d'institutions qui se fient de bonne foi à son label d'intérêt public ou ferment les yeux sur l'origine des fonds. Ses activités sont au demeurant peu répréhensibles, à l'exception d'opérations telles que "l'arrosage" de membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lors de la réélection controversée de son actuel président, Hiroshi Nakajima" (*Le Monde*, jeudi 20 juillet 1995)

Nous laisserons au lecteur le soin de juger si l'IAO lyonnais s'est fié de bonne foi au label d'intérêt public de la fondation, ou si ces membres ont délicatement fermé les yeux. Le climat humide de la capitale des Gaules exclut, d'emblée, tout soupçon d'arrosage complémentaire.

Le premier argument de l'historien Christian Henriot a les apparences de la réalité, et quelques-uns de ceux qui ont voté à ses côtés pour recevoir le chèque de Sasakawa n'ont pas cherché à creuser davantage la question. L'envoyé permanent du *Monde* avait pourtant balisé le chemin depuis ce fameux 20 juillet 1995. Le portrait qu'il dresse du bienfaiteur de la fac lyonnaise débute ainsi:

"Ex-criminel de guerre, un des 'parrains' de la pègre japonaise reconverti dans l'humanitaire, Ryoichi Sasakawa, est mort mardi 18 juillet à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Peu d'hommes auront eu image si contrastée: à l'étranger, un bienfaiteur dont on acceptait les largesses en feignant d'ignorer son passé; au Japon, un homme puissant et craint, mais peu respecté, car nul n'ignorait son histoire".

Avant d'en venir à l'absence de condamnation formelle pour crimes de guerre, seul argument des pontes de l'IAO en faveur de Sasakawa, il est utile de rappeler que le parrain ne passa pas que trois ans derrière les barreaux en attente d'un jugement qui ne vint pas. Avant-guerre, il fut condamné à deux ans d'emprisonnement, qu'il effectua bel et bien, pour extorsion de fonds. Il dirigeait alors un parti de la droite extrême dont l'une des principales activités consistait à pourchasser les militants de gauche, les pacifistes, à casser les grèves par la force.

Lors de l'invasion de la Chine, l'empire qu'il avait mis sur pied se spécialisa dans le pillage des ressources minières du pays-continent.

Philippe Pons explique de quelle manière les crimes de guerre de Sasakawa échappèrent à une sanction:

"Arrêté pour 'crimes contre la paix et conspiration', Sasakawa sera libéré sans procès trois ans plus tard. Comment un homme qualifié par les documents des forces d'occupation américaines de 'partisan acharné de la guerre d'agression en Asie' échappa-t-il au procès? Comme Kodama ou comme Kishi (qui sera premier ministre en 1956), Sasakawa profita du revirement de la politique de Washington: la défaite prévisible du Kuomintang en Chine, le début de la guerre froide, l'agitation sociale nipponne inquiétaient les Etats-Unis. Et ces trois hommes étaient tout désignés pour reconstituer des réseaux appelés à être des ferments de l'anti-communisme: à la demande de Willoughby, chef des services de renseignement de Mc Arthur, ils furent "lavés".

Traditionnellement, les Japonais aiment à venir se prélasser et se laver dans une sorte de baignoire collective, le "furo". La même eau sert à toute la famille, aux invités, aux amis.

Qui aurait pu penser, en 1948, que l'eau du bain de Ryoichi Sasakawa servirait encore, à Lyon, un demi siècle plus tard?

<<http://www.amnistia.net/news/articles/japdoss/sasakaw3/sasakaw3.htm>>

SLOGANTS DE CAOUTCHOUC

Les antifâshistes lyonnais se distinguent par leur culture. Exemple:

Il est important de prendre conscience du fait que d'une manière générale, les slogans est ce qui est retenu d'une manifestation. Il ne faut donc pas crier n'importe quoi.

Ainsi, par respect pour les homosexuels, il conviendrait d'éviter les slogans du type :

- * Le Pen on t'encule.
- * Le Pen serre les fesses, on arrive à toute vitesse.

Il ne faudrait pas que nous commençons à jouer le jeu du Fachos en excluant des gens de notre mouvement. Par contre, nous vous encourageons à reprendre les slogans suivants :

- * Nous sommes tous des enfants dimmigrés, à la première, à la deuxième, à la troisième génération.
- * Le Pen, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue.
- * Le Pen, fachos, le peulpe aura ta peau.
- * Et F comme faschiste et N comme nazi, à bas, à bas le front national.
- * Ils veulent revoyer les femmes aux foyers, ils font la chasse aux immigrés, ils sont sexistes, ils sont racistes, à bas, à bas le front national.
- * Ce n'est pas les immigrés qui sont de trop, c'est Le Pen et ses Fachos.

<<http://membres.lycos.fr/nonfascho/>>

Pas besoin de commentaires, hein ?

On apprend qu'un colloque sur le harcèlement sexuel dans les universités de Lyon est prévu pour la rentrée. Il était temps. Crétin-e-s, maboul-e-s, bas-bleux et basducs, sont convié-e-s à témoigner de horreurs qui se passent dans les amphis quand les appariteur-trice-s ont les yeux tourné-e-s. On va

encore se boyauter énormément. Les deux étendards seront levés. Vive Lyon et ses Jésus-e-s en (petites) culottes de velours.

Toujours à Lyon, les propos de Richard Wertenschlag, Grand Rabbin de Lyon, au début de l'année 2002:

«... Au lendemain de la création de l'Etat juif, après cinq guerres de défense menées victorieusement, après la construction prodigieuse d'un pays né d'un désert, nous étions heureux, fiers de ses résultats extraordinaires. Il avait rejoint les pays les plus développés de la Planète, au niveau de sa technologie, de son armement de pointe, de son agriculture, un modèle du genre. Ses kiboutznikim, ses paysans, ses soldats valeureux avaient fait l'admiration du monde entier et balayaient d'un seul coup les préjugés antisémites séculaires. Ses villes, ses autoroutes en faisaient un coin d'Amérique au Proche-Orient. **Tout ce beau rêve qui se réalisait sous nos yeux allait subitement être souillé par le venin des nations.** La source de notre fierté devenait de plus en plus la source de notre opprobre. Le cultivateur talentueux et efficace était présenté désormais comme un colon nanti, voleur de terres, au milieu de populations indigènes vouées à la misère. **Le jeune soldat patriote prenait les traits d'une brute dotée d'un armement suréquipé, assassinant des gamins ne disposant comme seules armes que de pierres.** Les kamikazes devenaient des héros, des desperados, donnant leur vie pour la création de leur futur Etat.

Tous nos arguments ne sont plus pris en compte. Ils ont des oreilles et n'entendent plus. Ils ont des yeux et ne voient plus. Ils ne veulent plus s'apitoyer sur nos drames, sur nos malheurs, sur nos victimes innocentes, tuées ou mutilées, jour après jour. Israël était prêt à consentir des sacrifices énormes pour faire la paix avec ses voisins. Personne ne veut s'en souvenir. Mais ceux-ci n'ont donné comme seule réponse que le massacre quotidien d'un maximum de Juifs sur la terre d'Israël. Depuis des décennies, nous avons crû que c'était le seul pays au monde où nous étions définitivement à l'abri de toute agression. Aujourd'hui, même ses chars surpuissants ne sont plus à l'abri d'attentats. Nous n'aurions pas dû nous en étonner depuis les événements du 11 septembre qui nous auront appris l'extrême vulnérabilité de nos remparts, y compris ceux du Pentagone.»

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

CUI QUI LE DIT QU'Y EST

"Nazis! Nazis!"

By Tom Segev

About a year ago, the General Staff of the Israel Defense Forces held a special discussion on **the lessons of the Holocaust**. The generals met in a conference hall at the **Yad Vashem** Holocaust Memorial in Jerusalem, but the discussion was closed to the media and void of any sign of ceremoniousness. At one stage a lively argument broke out among the country's top officers on the question of whether the heritage of the Holocaust is **beneficial or harmful**, essential or superfluous for soldiers who are now called on to suppress the intifada.

It was a fascinating meeting. Generals who identify with the left advocated the presence of the Holocaust as a restraining factor; those who identify with the right advocated the presence of the Holocaust as a steeling factor. True, **the Holocaust has become a major component of the Israeli identity**, but contrary to what is commonly thought, it is not always a unifying factor.

Some people tend to emphasize the national lessons of the Holocaust, find in it the justification for Israel's establishment and for entrenching its security, and frequently cite it to justify government policy, including the defense of the settlements in the territories. Others are inclined to emphasize the humanitarian lessons of the Holocaust: the obligation to defend democracy and human rights, fight racism and explain to Israeli soldiers that the law obliges them to disobey **flagrantly illegal orders**, referring mainly to orders entailing serious harm to a civilian population. These two approaches are not necessarily contradictory, but it is only natural that the national lessons are more readily accepted by the right, while the humanitarian lessons speak more cogently to the left.

Both sides of the political map have always made use of **Nazism as a term of abuse**, and this can still be seen in the Knesset. Nearly every Arab leader, including President Sadat, was likened to Hitler.

David Ben-Gurion likened Menachem Begin to Hitler, and Begin likened Yasser Arafat to Hitler. Not long ago, Arafat learned that Israel Defense Forces soldiers were writing numbers on the arms of Palestinians whom they arrested in the territories, and he immediately shouted "Nazis! Nazis!" This week, he was joined in that shout by Jose Saramago, from Portugal, a Nobel Prize laureate for literature. Saramago declared that Israel's actions in the territories are comparable to the crimes that were perpetrated at Auschwitz and Buchenwald. **That sounds more like something he read on the inside of the door of a public lavatory than something he wrote in his books.** What he said was harmful to the cause it was supposed to serve, so he also emerged from the episode looking stupid. Because to shout "Nazis! Nazis" is tantamount to crying wolf.

The Holocaust, which is today a universal code of ultimate evil, conferred on all of humanity moral and political lessons, and people in most countries of the world recognize those lessons. Concomitantly, anti-Semitic laws no longer exist, and many countries, including Germany, viewed the Holocaust as a source of inspiration to establish or fortify democratic regimes. There have always been people who have stood by Israel because they felt that the Holocaust cast responsibility on them for Israel's well-being. And there have always been people who in the name of the Holocaust demanded that Israel display lofty moral attitudes and some who demanded a higher morality from Israel than they themselves manifested. There have always been people, among them Arabs and anti-Semites, who rejected Israel's very right to exist and likened it to Nazi Germany. To this day there are anti-Semitic undertones in some of the media articles that are critical of Israel.

However, probably some of the criticism that is voiced abroad concerning Israel's refusal to evacuate the territories and its repression of their population prevents Israel from doing even worse things in the territories. In this sense, the criticism abroad saves Israel from itself: there is hardly a country anywhere that does not take external criticism into account. Criticism from the outside also encourages domestic criticism and self-restraint. But the opposite is also true: those who liken Israel to the Nazis usually produce the opposite of the result they had intended. Because nowadays everyone says, and rightly, that Israel is not perpetrating Nazi deeds in the territories, and the next logical statement is that Israel is A-OK: after all, it's a fact that it isn't doing what the Nazis did. Chief Rabbi Israel Meir Lau said that to compare Israel to the Nazis is to turn it into "an outlaw state," and it follows that of Israel is Nazi Germany, it must be destroyed. So, like then, in the Holocaust, we are again together, facing a cruel world that is entirely against us. All thanks to Saramago.

The correct place of the Holocaust is first of all within its historical context. It is legitimate to view it as a source of inspiration for values and for moral and political lessons, legitimate to debate those values and lessons, provided the debate is serious, deep and honest. It is not legitimate but reprehensible, and, above all, it is ineffective, to exploit the Holocaust as a demagogic argument for political purposes. Saramago's remarks recall a letter that Menachem Begin sent to U.S. President Ronald Reagan in which he informed him that he had decided to send the IDF to Beirut in order to apprehend Adolf Hitler in his bunker. To which the writer Amos Oz responded: "**Mr. Prime Minister, Adolf Hitler is already dead.**" Mr. Saramago, one could say in the same vein, Auschwitz and Buchenwald are already closed down. The continuing systematic assault on the human rights of the Palestinians in the territories is so terrible not because it resembles what the Nazis did to the Jews, but despite the fact that it doesn't.

Ha'aretz, April 01, 2002 Nisan 19, 5762

<<http://www.haaretzdaily.com/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=146454&contrassID=2&subContrassID=4&sbSubContrassID=0&listSrc=Y>>

On aurait aimé être dans le trou de souris pour écouter ce que les culottes de peau de l'état-major des l'armée israélienne pouvait bien avoir à dire de l'Holocauste. Peut-être étaient-ils en manque d'inspiration sur les façons d'élargir le Lebensraum, sur la façon de traiter les Untermenschen. On voit aujourd'hui qu'ils en ont tiré d'excellentes et productives leçons. Les élèves ont surpassé le maître, et de très loin. Tom Segev essaie de noyer le poisson. Comparer Israël à l'Allemagne nazie, vous n'y songez pas. Ce n'est pas d'un gentleman. Laissez les blessés se vider de leur sang, dans la rue, ce n'est peut-être pas très distingué. Assassiner les femmes et les enfants en les ensevelissant sous les décombres de leur

maison, poussé par le bulldozer militaire, c'est n'est peut-être pas nazi du tout. En effet, les nazis ne faisaient pas ces choses-là.

DES NOUVELLES DE CRAZY GOLDIE

According to Harvard University and its records office, Goldhagen "left Harvard in 2000," with the title of Lecturer in Social Sciences. Prior to that he had held the positions of Assistant Professor and then Associate Professor of Government (Harvard's term for what most other schools call Political Science). [**Donc on lui a montré la porte, lui qui avait cru obtenir une chaire avec son affreux bouquin**] He still maintains the loose title of "Affiliate" with Harvard's Minda de Gunzburg Center for European Studies (CES), but, according to the CES, this title does not include a salary, stipend, office space, or any faculty privileges. His e-mail address on the CES website is a non-institutional one -- <dgoldhagen@rcn.com> -- and the site identifies him as an independent political scientist. According to the Alfred A. Knopf division of Random House (Bertelsmann), the current title of Goldhagen's forthcoming book is: A MORAL RECKONING: THE ROLE OF THE CATHOLIC CHURCH IN THE HOLOCAUST AND ITS UNFULFILLED DUTY OF REPAIR.

It is now slated for publication in October 2002.

Donc on va relancer pour la millième fois la machine juive contre l'Eglise catholique. Qu'elle se défende, nom de Dieu !

CRIMINELS D'APRÈS-GUERRE

Les autorités allemandes enquêtent sur les escadrons de la mort juifs d'après-guerre

Par Gordon Thomas

2 avril 2002

Les autorités judiciaires allemandes ont entrepris une enquête criminelle sans précédent sur les escadrons de la mort juifs responsables de l'assassinat de personnes suspectées d'être des nazis après la seconde guerre mondiale. Un grand nombre des assassins sont devenus des membres fondateurs du Mossad.

Quand il apprit que deux Israéliens d'un certain âge avaient reconnu à la télévision allemande qu'ils avaient fait partie d'un escadron de la mort dirigé par Tel-Aviv et que, cinquante ans plus tôt, ils avaient tenté d'empoisonner à l'arsenic des milliers de gens suspectés d'être nazis et qui étaient retenus dans un camp américain proche de Nuremberg, le procureur général de la ville, Klaus Hubmann, estima qu'il n'était plus possible d'ignorer cette ahurissante révélation.

Ce qui donna lieu à une enquête judiciaire sans précédent dont les conséquences, selon K. Hubmann, sont imprévisibles, même pour lui. Cela pourrait aller jusqu'à impliquer l'interrogatoire de l'ancien premier ministre de l'Israël, Yitzhak Shamir, ainsi que celui de Rafi Eitan, ancien directeur des opérations du Mossad.

Les deux hommes avaient été impliqués dans le Nokim, mot hébreu pour Les Vengeurs. Fondé par des survivants de l'Holocauste de la deuxième guerre mondiale, le mouvement Nokim était constitué d'escadrons de la mort juifs qui parcouraient l'Europe et le Moyen-Orient à la recherche de nazis. "Ils ne s'embarrassaient pas de procès. Ils se contentaient d'exécuter tous les nazis qu'ils trouvaient", a déclaré Rafi Eitan. "Pour eux, leurs actes se justifiaient au regard de la règle biblique 'Oeil pour oeil'."

Parmi ceux qui pratiquaient cette règle, Leipe Distel et Joseph Harmatz, tous deux survivants de l'Holocauste qui se sont fixés en Israël en 1945. Ils devinrent membres fondateurs du mouvement Nokim. Un an plus tard ils retournèrent en Allemagne. Ils trouvèrent un emploi dans une boulangerie qui fournissait en pain un camp de prisonniers de guerre tenu par les Américains. Un autre membre de Nokim leur fournit alors une quantité d'arsenic qui devait suffire à imbiber 3.000 miches de pain. Le pain était la nourriture de base que les Américains fournissaient à leurs prisonniers.

Mais L. Distel, âgé aujourd'hui de 77 ans, avoua publiquement à la télévision allemande qu'il n'avait pas réussi à imprégner les miches avec suffisamment d'arsenic pour tuer les prisonniers. [En fait, il est mort le 28 juillet 2000] Au lieu de mourir, des milliers de prisonniers furent atteints de maux d'estomac -- et des centaines d'entre eux furent admis dans les hôpitaux de l'armée américaine à Nuremberg. En évoquant cet épisode, L. Distel avouait que son seul "regret" était de "n'avoir pas réussi à tuer ces Allemands".

Son comparse dans ce complot, Joseph Harmatz, 74 ans, alerte, et qui ne cache pas sa participation dans cet exploit, a déclaré depuis son domicile de la banlieue de Tel-Aviv, que "le but de notre action à Nuremberg était de montrer au monde que nous, les juifs, n'avions pas l'intention d'accepter en silence tous les meurtres que les Allemands avaient perpétrés contre nous. Nous, les juifs, nous avons agi avec la morale pour nous. Les juifs ont un droit à se venger des Allemands."

Les survivants des groupes de Nokim sont devenus des héros légendaires pour des générations d'Israéliens. De même que les membres de la SS nazis se rencontrent dans les caves à bière de la Bavière pour évoquer leurs tueries, les membres de Nokim se réunissent dans les kibboutz israéliens. Eparpillés aujourd'hui sur le territoire israélien, les vieux gardent le contact et passent des heures à se rappeler le temps où ils faisaient la chasse aux nazis.

Ils opéraient majoritairement en Europe, mais ils voyageaient également à Damas, au Caire, au Maroc, là où les anciens nazis se croyaient en sécurité. Le cri de ralliement de Nokim était "La vengeance n'a pas de frontières".

Les actions de Yitzhak Shamir relevaient des mêmes principes. Apprenant que des scientifiques allemands spécialistes en recherches aérospatiales travaillaient, en 1960, pour fournir à l'Égypte des armes de longue portée capables de détruire des villes israéliennes, il envoya des membres de Nokim - enrôlés à ce moment-là au Mossad - pour assassiner ces scientifiques. Les méthodes qu'ils utilisèrent pour éliminer ces chercheurs furent plus sophistiquées que celles employées par L. Distel et J. Harmatz.

Dans une interview qu'il me donna il y a quelques années, Y. Shamir justifia ses actions par des mots qui, comme les propos de Distel et de Harmatz, faisaient froid dans le dos: "Tout ce qui compte c'est la vengeance. Ne parlez pas de morale, après ce qui est arrivé à mon peuple," me dit-il.

Le procureur général de Nuremberg, Klaus Hubmann, ne voit pas les choses du même oeil.

Entouré d'une équipe de procureurs bien décidés à accomplir la difficile tâche de réunir les preuves des activités de Nokim remontant à plus d'un demi-siècle, il s'est contenté de dire: "Il ne s'agit pas de morale. Une tentative de meurtre, c'est comme pour un meurtre, il n'y a pas prescription. Mes services ne seront pas non plus influencés par le fait que des membres de Nokim ont été persécutés par les nazis. Ceci n'est pas une enquête sur des survivants de l'Holocauste. C'est une enquête sur ce qu'ont pu faire ces survivants. Notre droit dit qu'il est du devoir du procureur d'enquêter sur des crimes, quelle que soit l'époque où ces crimes ont été commis. Et quels qu'aient été les suspects ou les acteurs."

A Berlin et à Tel-Aviv, les autorités allemandes et juives surveillent de près l'évolution de l'enquête - et adoptent une solide politique du silence.

Mais, en Israël, les anciens membres de Nokim commencent à devenir agressifs. L'un de leurs dirigeants, Itzhak Avidow, a déclaré cette semaine, d'un ton provocateur: "Alors, comme ça, les Allemands font une enquête? Et alors? Pas un de ceux qui ont servi dans le Nokim ne reconnaîtra la validité d'une telle enquête - et encore moins n'apportera son soutien. Où étaient-ils, ces procureurs allemands, quand nous leur demandions de poursuivre des criminels de guerre nazis bien connus?"

Face à cette provocation certains soutiens sont inattendus. Arno Hamburger est le président de la petite mais influente communauté juive de Nuremberg. Il estime que le procureur général de la ville a raison de poursuivre des hommes comme Joseph Harmatz et Leipe Distel.

"Ces hommes reconnaissent d'eux-mêmes qu'ils ont enfreint la loi. S'ils avaient réussi, ils auraient tué peut-être des milliers de gens. Ils n'ont aucune preuve que tous ces prisonniers étaient à coup sûr des nazis. De tels actes de vengeance ne dispensent pas la justice de faire son travail correctement."

A Tel-Aviv, J. Harmatz écarte l'idée d'une telle enquête, qu'il trouve "ridicule. Ces gens sont idiots. De toute façon, je ne reconnais pas l'Allemagne. Et je n'ai certainement pas l'intention d'y aller. Et les autorités israéliennes ne leur permettront jamais de venir ici pour nous interroger. Nous en avons eu tous assez des interrogatoires des Allemands."

Mais ces déclarations fracassantes exercent peu d'effet sur la détermination inflexible du procureur Klaus Hubmann d'enquêter sur les activités exercées par Nokim il y a plus d'un demi-siècle. D'après des sources proches de l'enquête, K. Hubmann formulerait prochainement une demande officielle, par l'intermédiaire du ministère allemand de la justice, pour obtenir le droit d'interroger d'anciens membres de Nokim actuellement en vie et demeurant en Israël.

On peut raisonnablement estimer que ceux-ci ne dépassent pas la centaine. Mais si deux d'entre eux n'avaient pas choisi de parler à la télévision allemande, il y a fort à parier que leurs activités passées seraient passées aux oubliettes.

Traduction de <<http://www.rense.com/general21/germ.htm>>

Il a fallu qu'ils se vantent. Ces crimes auraient pu rester cachés mais leurs auteurs ont éprouvé le besoin de tartariner devant des caméras israéliennes, le visage masqué et sous un faux nom. Ce documentaire a été diffusé en 1996 par Spiegel-TV. Il a fini par aboutir chez le procureur de Nuremberg. Par la suite, deux journalistes ont enquêté pendant des années pour entonner un péan à la gloire des massacreurs: Jim G. Tobias et Peter Zinke, **NAKAM Jüdische Rache an NS-Tätern** (Nakam, ce que l'article ci-dessus appelle Nokim, vengeance juive contre les nazis), Konkret Literatur Verlag, Hambourg, 2000, 173 p., dédié aux assassins. On trouve p. 152 la photo de Joseph Harmatz, prise en 1999. Il est président de l'Organisation juive internationale du travail.

AU COURRIER

J'ai lu la version française de « aaargh » et ce fut une bonne surprise.

Je cherche des statistiques sur les victimes de la deuxième guerre mondiale. J'ai cherché pendant des heures et je n'ai jamais pu avoir une réponse claire. Ces statistiques existent-elles ?

J'aimerais surtout connaître la répartition des victimes dans les camps de concentration.

Je suis surtout surpris de constater que le « révisionnisme » n'est pas ce que l'on en dit et par le fait qu'il semble faire preuve d'un esprit de critique et de recherche qui manque cruellement ailleurs. Je n'ai trouvé ici aucun racisme, ségrégationnisme, antitruc ou antichose.

FA <sky....@skynet.be> 22 avril 2002.

PÉTITION

Appel : deux archivistes au placard

Deux procès successifs ont permis d'établir la réalité du massacre des Algériens par la police parisienne en octobre 1961 : celui de Papon à Bordeaux, avec le témoignage de Jean-Luc Einaudi en octobre 1997, puis le procès intenté pour diffamation par Papon contre Einaudi, en février 1999.

Deux archivistes, Brigitte Lainé et Philippe Grand, avaient accepté de témoigner lors du procès de février 1999. Leurs témoignages furent déterminants.

Depuis lors, bien qu'aucune faute professionnelle n'ait pu être retenue contre eux, les deux archivistes sont victimes de mesures de rétorsion. Ils se sont notamment vus retirer toutes leurs délégations et attributions.

Nous demandons que Brigitte Lainé et Philippe Grand retrouvent la plénitude de leurs attributions aux Archives de Paris, conformément au voeu adopté par le Conseil de Paris, le 25 septembre 2001.

<<http://perso.wanadoo.fr/felina/doc/arch/>>

Penser que le "témoignage" d'un archiviste pourrait être "déterminant" par rapport à des faits que nous connaissons, et que certains, ici présents, ont vécu, relève d'une sorte de trapèze volant dans des concepts entièrement fuligineux. Si certains croient qu'on écrit l'histoire dans des endroits aussi mal famés que les prétoires de la République, ils se gourrent complètement. Qu'ils fassent leur boulot et qu'ils archivent.

ORADOUR POUR TOUS

Reynouard et Oradour

Depuis que la cour administrative d'appel de Paris a levé l'interdiction datant de septembre 1997 du livre de Vincent Reynouard, *Le Massacre d'Oradour: un demi-siècle de mise en scène*, il est à nouveau possible de se le procurer (35 euros franco à l'ordre de VHO. **Attention**, l'adresse a changé: BP 256, B-1050 Bruxelles 5). Et l'on comprend de moins en moins cette interdiction. En effet, cette étude illustrée de nombreuses photographies ne remet en question aucun des tabous sacralisés par la loi Gayssot. L'auteur s'interroge simplement sur les contradictions de la version officielle du drame d'Oradour, crime de guerre imputé aux SS en juin 1944. Lors d'un colloque organisé début mars dans la région d'Anvers à l'invitation d'un mouvement nationaliste flamand, le jeune historien a longuement détaillé ces

"invraisemblances". Ainsi que notre journal l'avait d'ailleurs écrit dès les années 50 à partir de témoignages locaux, il n'y aurait pas eu incendie volontaire de l'église du village par les Allemands mais une explosion -- peut-être due à la dynamite entreposée dans le clocher par des partisans du cru à l'insu du curé et du maire, et dont les circonstances exactes restent encore mal connues. A preuve les photographies de femmes et d'enfants au corps déchiqueté (ce qui est incompatible avec un incendie), d'un confessionnal et d'un autel en bois d'origine restés intacts dans l'église, etc. L'animateur de VHO publie également, toujours sur cette affaire, un livre signé Yves C. (non, il ne s'agit pas de l'ami Chiron ni d'ailleurs d'Yvan Colonna!) et intitulé: "Contre Jean-Jacques Fouché -- Justice pour Oradour" (20 euros fco) qui ajoute une documentation et une argumentation, l'une et l'autre fort riches. Enfin, VHO édite chaque trimestre la revue "Le Révisionniste" (48 euros) tandis qu'une cassette vidéo, *La tragédie d'Oradour-sur-Glane, cinquante ans de mensonges officiels* (décembre 2000) toujours interdite en France est en revanche disponible en Belgique (à la même adresse) contre 30 euros.

J.B.

Rivarol, 22 mars 2002

S'ILS ASSASSINENT

Qué importa que no sean nazis si son unos asesinos

Santiago Alba Rico

Niego que los nazis persiguieran, torturaran y exterminaran a seis millones de judíos. Niego que Turquía haya arrasado 3.200 aldeas, haya matado a miles de kurdos y encarcele a hombres y mujeres por transcribir sus nombres en lengua kurda. Niego que EEUU haya causado la muerte, directa o indirectamente, a 25 millones de personas (Corea, Vietnam, Guatemala, Afganistán, Chile, Argentina, Angola, Panamá, Afganistán, Yugoslavia y un largo etcétera) desde el final de la Segunda Guerra Mundial. Niego que los israelíes vuelen casas, arranquen olivos, volteen ambulancias, tireen periodistas, mutilen niños, ejecuten sumariamente a resistentes y traten de exterminar, mediante hambre y fuego, a cuatro millones de palestinos. ¿Por qué? ¿Por qué -quiero decir- **el que se atreve a negar el Holocausto es objeto de un merecido oprobio, ve sus libros prohibidos y sus declaraciones denunciadas, debe afrontar el aislamiento, la marginación e incluso la cárcel** y el que niega o silencia o justifica los crímenes de Turquía, EEUU o Israel -por citar sólo algunos casos- es en cambio promovido en su carrera, premiado con un cargo público, recompensado con una columna diaria en un periódico de gran tirada, adulado con ediciones de lujo y críticas encomiásticas y, en general, respetado, bendecido, condecorado y aplaudido? [...]

Comité espagnol de Solidarité avec la Cause Arabe CSCAweb (www.nodo50.org/csca), 9 de abril de 2002

<<http://www.nodo50.org/csca/palestina/alba-9-04-02.html>>

Il existe une version anglaise:

[...] **Why do those who deny the Holocaust fall into well-deserved disrepute, see their books prohibited and their utterances denounced, must face isolation, ostracism or even imprisonment--while those who deny or silence or justify the crimes of Turkey, the US or Israel--to mention just a few cases--find themselves promoted in their careers, rewarded with an important public position or a daily column in a big newspaper, flattered with special deluxe editions and commendatory reviews, and generally blessed, decorated and applauded?** [...]

It does not matter if they aren't Nazis: they are murderers

By Santiago Alba Rico. Traduit de l'espagnol en anglais par Francisco González

<<http://www.samizdat.net/multitudes>> Voir le texte complet.

POMPES FUNÈBRES

Rares sont les auteurs contemporains qui arrivent à échapper à une préface de Vidal-Piquet. Il y faut beaucoup de souplesse, une grande dose de ruse et un peu de chance. Plusieurs auteurs révisionnistes y sont parvenus. Mais nous sommes tous menacés par une autre catastrophe, l'éloge funèbre prononcé par Vidal-Crochet en personne, qui nous a promis: "J'irai baver sur vos tombes". Comme les disparitions se multiplient, il officie de plus en plus frénétiquement. Le pauvre René Char était mort, ce qui a fait qu'il n'a pas pu se défendre. C'est le cas de quelques autres. Par exemple de Corneille Castoriadis. Nous connaissions bien Casto, qui ne nous maudissait pas. A peine était-il refroidi que Vautoural-Caquet s'est précipité sur la tombe encore entrouverte. Si vous ne le croyez pas, allez voir:

<<http://www.castoriadis.org/francais/portrait/hommpvn.htm>>

Nous conseillons à nos amis et à nos relations d'inclure une clause spéciale dans leurs dernières volontés pour interdire à Vidal-Duparquet de prononcer leur éloge funèbre. On ne sait jamais, il est très rapide.

AU BORD DES GARS

Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi»

Notre brochure «Auschwitz ou le grand alibi» est de nouveau la cible de diverses attaques. Dans ce premier article, nous nous occuperons de l'organisation antifasciste «Ras l'Front». Nous traiterons dans un second article d'un livre récent qui prétend faire l'«Histoire du négationnisme».

Lors de la dernière fête de Lutte Ouvrière, «Ras l'Front» s'est en effet encore une fois livrée à des attaques contre notre brochure et sa diffusion. Déjà en 1998 la même organisation, lors de la fête de L.O., s'était employée à dresser contre nous les trotskystes de «Jeunes contre le Racisme en Europe» (scission de l'organisation de jeunesse de la LCR): voir notre article à ce sujet sur le n° 446 de ce journal. L'année suivante, «Ras l'front» avait demandé aux organisateurs d'interdire la diffusion de notre brochure. L.O., ne voulant pas prendre position sur une question bien épineuse, s'était défilée avec l'argument qu'elle ne se livrait pas à un contrôle politique des textes et des positions défendues sous leur seule responsabilité, par les organisations présentes. A la suite de ce refus, «Ras l'Front» s'était répandu en fanfaronnades selon lesquelles il interdirait lui-même la présence de l'horrible brochure.

C'est ainsi que dès le début de l'édition 1999 de la fête ces valeureux anti-fascistes avaient envoyé des jeunes faire du chahut à notre stand. Puis, après la fuite précipitée de ceux-ci, qui, ignorant tout de nos positions, étaient bien incapables de tenir pied dans la discussion, ce fut au tour de deux gros bras de venir faire de l'intimidation. Hélas, c'est le propre des gros bras d'avoir une cervelle d'oisillon! Ne pouvant laisser parler leurs muscles à cause du petit attroupement causé par la première intervention de leurs jeunes amis, ils furent contraints d'essayer d'argumenter leurs critiques et de justifier leur attitude. Face à une épreuve aussi redoutable, il ne leur restait plus qu'à battre piteusement en retraite.

Peut-être échaudés par leur déconvenue de l'année précédente, Ras l'Front n'a pas essayé cette année de s'en prendre directement à nous, mais il choisit d'accentuer la pression pour interdire la diffusion de notre brochure, en diffusant un tract appelant «l'ensemble des organisations et des militants à demander à L.O. que cette brochure ne soit plus vendue à la fête».

Dans ce tract, intitulé «Des révisionnistes à la fête de LO... Karl Marx, le grand alibi?», on peut lire:

«Depuis des années, le Parti Communiste International tient un stand à la fête de Lutte Ouvrière. Ce groupuscule est issu du courant fondé par Amadeo Bordiga. Peu actif il semble se consacrer surtout à l'édition de textes [Chef, c'est louche! Que font-ils vraiment?]. En 1960, ce courant a publié un article anonyme [Anonyme? De plus en plus louche!] dans son journal Programme Communiste: «Auschwitz ou le grand alibi». Réédité sous forme de brochure, il est en vente depuis des années à la fête de LO. Or ce texte est l'un des textes fondateurs des thèses révisionnistes. Il a notamment été diffusé dans les années 70 par La Vieille Taupe, librairie devenue Maison d'édition et quartier général des négateurs de l'extermination des Juifs pendant la guerre [Chef, ce coup-ci on les tient! La Vieille Taupe, après avoir été l'une des librairies gauchistes les plus courues du Quartier Latin, étant devenue 15 ans plus tard un centre négationniste, tous ceux qui ont été diffusés par elle dans sa première période sont donc des négationnistes, ou je mange mon képi! D'ailleurs, chef, ce Karl Marx, il devait bien y avoir ses brochures dans cette librairie?]. Malgré les demandes répétées et les protestations de Ras l'front, Lutte Ouvrière s'est toujours refusée à intervenir pour en empêcher la vente [Serait-elle complice?], au motif qu'elle ne veut pas contrôler ce que vendent les groupes présents à la fête.

Pourtant nous estimons que les mensonges révisionnistes ne relèvent pas des débats internes de l'extrême gauche, mais d'une autre logique (...)» (1).

Et après avoir précisé que: « si nous discutons sur les révisionnistes, en analysant leurs mensonges, en démontant leurs raisonnements, nous refusons de discuter avec eux, qu'ils soient d'extrême-droite ou, comme ici, ultra-gauches. Nous n'avons rien à leur répondre et nous ne répondrons pas à leurs délires» (2), le tract de Ras l'front, tente cependant de répondre à ce qu'il affirme péremptoirement être nos «mensonges révisionnistes».

Ras l'front falsificateur

Notre premier mensonge serait de nier la «singularité» du massacre des Juifs, et même de se moquer de ce massacre, à en croire des citations produites par le tract pour susciter l'indignation à notre égard:

«Selon les auteurs de la brochure, «si on fait un tel plat» (sic) du génocide, (...). Le massacre des Juifs serait donc «un rideau de fumée» (...)».

Ras l'front utilise la pratique de faussaire (que les staliniens avaient développé jusqu'à la dernière extrémité) qui consiste à citer des bouts de phrase hors de leur contexte. En effet l'introduction à la brochure explique clairement pourquoi «on fait un tel plat», non du massacre des Juifs comme nous le font dire les falsificateurs de Ras l'front, mais de l'interview dans «l'Express» en 1978 de Darquier de Pellepoix, ancien Commissaire aux questions juives: cette interview avait été le prétexte au déclenchement d'une énorme campagne de propagande en faveur de la démocratie bourgeoise, qui aurait été menacée par une prétendue résurgence du fascisme et de l'antisémitisme. Le «rideau de fumée» dont nous parlions, n'était pas le massacre des Juifs comme l'affirment les menteurs de Ras l'front, mais «Le rideau de fumée de la campagne actuelle» (titre d'un paragraphe tronqué par nos faussaires), grotesque et hypocrite campagne qui servait à masquer la recrudescence du racisme, des discriminations, des agressions et des intimidations policières à l'encontre de millions de travailleurs immigrés et leurs familles. C'était écrit en toutes lettres et expliqué à longueur de pages: impossible de se tromper pour tout lecteur honnête, même bas du front...

Ras l'front négationniste

Mais pour nos accusateurs il fallait charger la barque afin que notre péché capital apparaisse dans toute son horreur:

«Or, si les auteurs de la brochure ne nient pas le génocide, ils prétendent que sa singularité serait fictive».

Car, c'est vrai, nous nions que «les crimes du nazisme restent uniques dans l'histoire » -- honteuse affirmation de «Ras l'front» à qui la réalité de ce monde capitaliste dans les dernières décennies a malheureusement apporté de nouveaux et sanglants démentis en plus de ceux rappelés il y a plus de vingt ans dans l'introduction à la brochure: il suffit de songer aux massacres des Tutsis au Rwanda, en se souvenant de la complicité criminelle de l'impérialisme français dans la préparation des tueries. Mais il est vrai que l'impérialisme français est une démocratie tout ce qu'il y a de démocratique. Or, affirme le maître à penser Vidal-Naquet dans un ouvrage dont le tract recopie des passages entiers:

«A lui seul ce crime [l'extermination des Juifs -- NdIR] creuse la distance qui sépare le démocrate du fasciste. Mais, pensent les bordiguistes, il n'en est rien. Il faut donner de l'antisémitisme de l'époque impérialiste, l'explication économique-sociale qui s'impose» (3).

En quelques mots, l'intellectuel de gauche démocrate a défini l'enjeu: le crime commis contre les Juifs suffit à distinguer radicalement le fascisme de la démocratie (nous disons: c'est l'alibi de celle-ci) qui ne sont donc pas deux formes différentes d'une même réalité (deux formes de la domination politique de la classe bourgeoise et du capitalisme), mais deux systèmes antagoniques entre lesquels il faut choisir; toute tentative d'explication matérialiste des crimes nazis doit donc être repoussée avec la dernière énergie car elle conduit précisément à faire disparaître cette différence qualitative de la démocratie et donc la justification du soutien à la démocratie, en démontrant que la racine de ces crimes se trouve dans le système capitaliste lui-même. Mais cela ne suffit pas encore; pour que le raisonnement des démocrates tienne debout, il faut que le caractère unique des crimes nazis ne soit pas remis en question: il est donc obligatoire de faire oublier que les démocraties bourgeoises ont aidé ou au moins vu sans déplaisir la montée de Hitler au pouvoir, que pendant la guerre les démocraties alliées ont refusé obstinément de

venir en aide aux Juifs (4), qu'elles sont donc au moins en partie coresponsables des massacres; il est indispensable de disculper les Etats démocratiques de tous leurs crimes, leurs massacres, leurs génocides, de les nier ou au moins de les banaliser, de les relativiser: Que dire donc de ces démocrates sinon qu'ils sont, eux aussi, comme tous les idéologues de la bourgeoisie, d'authentiques négationnistes?

Ras l'front dans l'embarras

Le deuxième «mensonge» dont nous accuse Ras l'front est d'affirmer qu' «il n'y a pas eu préméditation de l'extermination».

Le lecteur doit savoir que cette question a longtemps divisé les historiens bourgeois; certains, appelés «intentionnalistes», soutenaient que Hitler et les nazis avaient dès le début l'intention de massacrer les Juifs et qu'ils n'ont fait que suivre un plan prémédité dès l'époque de «Mein Kampf». Pratiquement plus personne parmi les historiens sérieux n'adhère aujourd'hui à cette conception. Nous avons déjà eu l'occasion à cet égard de citer l'ouvrage récent d'un professeur israélien -- pas le moins du monde bordiguiste ni marxiste -- qui affirme que l'émigration des Juifs était l'objectif premier du régime nazi jusqu'à l'automne 41, et que ce n'est que lorsque cette émigration se révéla impossible que le régime se tourna vers leur massacre (5). Encore un menteur?

En fait Ras l'front lui-même se trouve bien embarrassé pour étayer ce qu'il affirme être un «fait têtue et gênant»; les rares éléments qu'il fournit se retournent en effet contre lui:

«Le souci productif fera peu à peu son apparition (1941: premier accord entre les SS et les industries allemandes comme IG Farben pour disposer des déportés comme main d'oeuvre)»; « Mais Maïdanek et surtout Auschwitz, énormes centres industriels, furent la preuve que l'extermination pouvait côtoyer l'exploitation du travail forcé: l'élimination des faibles, vieillards, femmes, enfants ne laissait subsister que la force de travail».

Le moins qu'on puisse dire est que cette fameuse préméditation de l'extermination, réalisée «selon un plan scientifiquement établi et suivant une procédure industrielle», est bien longue à se mettre en oeuvre et sa réalisation est bien chaotique (les premières déportations de Juifs datent de 1938, tandis que, selon le tract les premiers massacres ne commencent que 3 ans plus tard dans un premier camp, leur début dans les autres camps s'échelonnant jusqu'en juin 44).

Ne sachant comment se dépêtrer de ces contradictions, «Ras l'front» recopie -- mal -- à tout hasard un passage où Vidal Naquet, répondant à une autre polémique, explique qu'«un système totalitaire (...) n'est pas un organisme fonctionnant tout uniquement (sic!) sous la conduite d'un chef. Dans l'Allemagne nazie, la Gestapo, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère des territoires occupés formaient autant de clans qui n'avaient ni les mêmes intérêts, ni la même politique (...)».

La remarque de Vidal Naquet n'est pas fautive, à ceci près qu'il ne cite que quelques «clans» de l'appareil d'Etat, sans identifier les intérêts économiques déterminants qui, dans un système démocratique tout autant que dans un système totalitaire, sont à l'origine de ces divers clans et qui sont, en dernière analyse, les véritables décideurs des actions de l'Etat. En tout cas bien malin qui pourrait dire en quoi ce passage peut étayer la thèse de la préméditation du massacre des Juifs par les nazis...

Ras l'front défenseur du capitalisme

Venons-en donc à notre troisième «mensonge», qui est de fournir «une explication prétendument «matérialiste» et économiste du génocide». Nous mettons en gras la phrase qui suit, à défaut de pouvoir l'encadrer, car en quelques mots elle définit parfaitement ce qui distingue radicalement le marxisme de toutes les idéologies, quelles qu'elles soient:

«Autrement dit, selon la brochure, il ne faudrait pas rechercher les racines du génocide dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste et dans les maux qu'il engendre».

Pour une fois, «Ras l'front» a parfaitement saisi ce que nous disons! Et il s'en indigne aussitôt:

«On comprend bien le danger de cette théorie. Il (?) équivaut à nier le caractère raciste et antisémite du génocide et donc son caractère exceptionnel de crime contre l'humanité. Expédiés le racisme, les idées d'extrême-droite et la haine des Juifs. Le génocide n'est aucune manière l'expression d'une idéologie. L'argument est pernicieux. Il ne s'agit pas en soi de la négation des faits, c'est-à-dire de l'extermination, mais de l'explication raciste et antisémite du génocide. Il ne serait qu'une conséquence du fonctionnement capitaliste, un moyen de régulation du capitalisme. Aucun de ces arguments ne tient pourtant la route» (6).

Nous ne doutons pas que les petits-bourgeois démocrates de «Ras l'front» ont bien compris, comme ils l'assurent, le danger d'une position pernicieuse au point de désigner comme coupable des crimes commis par les nazis, non des idées, une idéologie, mais le capitalisme lui-même: car le capitalisme, c'est le système économique qui assure leur existence et leur statut social. C'est pourquoi ils déclarent celui-ci non coupable; c'est bien parce qu'ils craignent avant tout une lutte véritable contre le capitalisme, contre son fonctionnement et contre les maux qu'il engendre, qu'ils en appellent à une simple lutte contre des idées, contre des idéologies: ces antifascistes idéalistes, comme tous les idéologues, ne sont rien d'autre que des défenseurs du capitalisme!

Antifascisme et lutte anticapitaliste

Pour terminer, «Ras l'front» revendique la lutte contre le fascisme, «danger majeur pour les salariés, les femmes, comme pour les exclus, les minorités (les immigrés..) et le mouvement ouvrier Ils sont les premiers à en souffrir» alors que nous dénoncerions mensongèrement, dans l'antifascisme «un piège pour tous ceux qui luttent»:

«Les conséquences plus lointaines de cette théorie étant bien évidemment qu'il ne sert à rien de lutter contre le fascisme, contre les idées d'extrême-droite. Le fascisme en tant que programme (?) n'existerait pas, ne correspondrait à aucune forme politique déterminée (?). Les nazis ne seraient donc qu'un «détail» de l'histoire du capitalisme et de l'impérialisme... Autant d'arguments qui impliquent, de fait, une banalisation de cette période de l'histoire et des catégories politiques (sic) que constituent ces régimes». Autant d'arguments qui sont des inventions de «Ras l'front». Expliquer que le fascisme est l'une des formes de la domination du capital -- la forme de la dictature ouverte, de la lutte sans quartiers de la bourgeoisie contre le prolétariat -- n'implique évidemment pas qu'il ne servirait à rien de lutter contre le fascisme, surtout si par fascisme on n'entend pas seulement «des idées d'extrême-droite» mais des forces politiques organisées par la bourgeoisie pour s'attaquer aux organisations prolétariennes, briser les grèves, terroriser les travailleurs, en collaboration avec les forces de répression légales. Mais cela implique que la lutte contre le fascisme ne peut se mener avec l'objectif de maintenir et de consolider une autre forme de la domination du capital -- la démocratie -- et en alliance avec les partisans de celle-ci. Si elle ne veut pas être illusoire, la lutte contre le fascisme doit être une lutte contre le capitalisme et doit se mener sur une base de classe.

L'antifascisme démocratique, qui se présente comme une lutte commune à tous, c'est-à-dire une lutte inter-classiste, autour de la défense de la forme démocratique de l'Etat et du régime bourgeois, est, lui, bel et bien un piège mortel pour les prolétaires en lutte. C'est justement parce que, au contraire de «Ras l'front» et cie, nous ne banalisons pas ce qu'a représenté le fascisme (qui n'était pas un programme, mais un mouvement politique au service de la conservation sociale), parce que nous nous efforçons de ne pas oublier les terribles leçons du fascisme et de la lutte contre lui, que nous ne crions pas tous les matins depuis 50 ans au danger fasciste et que nous dénonçons ceux qui depuis 15 ans s'emploient à engluer encore davantage les prolétaires dans le démocratisme au nom d'une lutte -- essentiellement électorale et «d'idées» -- contre le Front National.

Non, aujourd'hui, le danger majeur pour les salariés, les femmes, les exclus, les minorités, etc. -- disons: les prolétaires, ce n'est pas le fascisme ! Ce n'est pas le Front National qui expulse les prolétaires immigrés, qui licencie, qui s'attaque aux retraites, qui fait baisser les salaires réels, qui renforce la police et couvre ses crimes, mais bien les amis démocrates de «Ras l'front»!

Le danger majeur, c'est le capitalisme, son Etat démocratique et les forces politiques, grandes ou petites, au gouvernement ou non, parlementaires ou extra-parlementaires, qui se donnent la tâche de le servir et de duper les travailleurs! Le danger majeur, c'est la persistance de la collaboration des classes, alimentée par l'action conjointe de l'opportunisme politique et syndical et du réseau capillaire des institutions démocratiques, qui paralyse le prolétariat et l'empêche de réagir efficacement à l'aggravation continue de son exploitation et à la détérioration croissante de sa situation.

«Ras l'front» et cie fournissent leur contribution au maintien de cette asphyxiante collaboration des classes, en s'efforçant de maintenir en fonction le vieux piège de l'anti-fascisme démocratique. C'est la raison pour laquelle ils combattent ceux qui dénoncent cette escroquerie et qu'ils essayent d'empêcher la diffusion de leurs positions. Derrière ce qui peut apparaître encore pour une simple et obscure lutte d'«idées», ce sont en réalité des positions de classe irréconciliables qui sont enjeu et qui sont destinées à se résoudre demain dans l'affrontement social ouvert.

Alors tous les prolétaires verront Ras l'front de l'antré côté de la barricade, du côté des bourgeois, «fascistes» et «démocrates» enfin réunis...

• • •

[La suite a été publiée dans *le prolétaire* numéro 456, janvier 2001]

Sur le no. 454 (juillet-août-septembre 2000) de ce journal nous avons répondu aux attaques de Ras l'Front contre notre brochure. A peu près au même moment où cette organisation pondait son tract, paraissait en librairie un ouvrage de Valérie Igounet: «Histoire du négationnisme en France» (7) . Il s'agit de la version commerciale d'une thèse de doctorat, donc d'un travail universitaire censé présenter toutes les garanties de sérieux, d'objectivité et de rigueur scientifique qui caractériseraient la noble institution universitaire. Et d'ailleurs notre savant professeur se vante dans son introduction de l'intérêt de son étude, qui «réside dans la mise au jour de l'histoire et de l'évolution du négationnisme. Elle permet de comprendre comment des anciens militants de l'ultra-gauche, où l'on compte les plus ardents défenseurs de la lutte anticolonialiste, se sont laissé séduire par un discours antisémite et ont pu se joindre à une extrême droite néonazie. Elle rend compte de l'exception française de l'affaire Faurisson (...). Elle montre les véritables enjeux idéologiques du négationnisme [et son utilisation par le Front National]. Enfin, elle met à mal une méthode de négation attachée à rendre perplexes des personnes de bonne foi», etc. Valérie Igounet prétend donc non seulement écrire l'histoire d'une conception particulière, qu'elle préfère appeler «négationnisme» plutôt que «révisionnisme» car elle relève «d'une idéologie et non d'une démarche scientifique ou même critique»: «la négation de la politique d'extermination nazie à l'encontre des juifs d'Europe» (qui signifie la double «négation de la volonté d'extermination du IIIe Reich» et la «négation de l'anéantissement systématique, massif et industriel de la communauté juive»), mais aussi expliquer le retentissement de cette conception en France et en dévoiler l'enjeu réel, en accordant une place particulière au rôle de l'«ultra-gauche».

Nous n'avons aucunement l'intention de faire ici une critique détaillée de cet ouvrage qui n'a pas la valeur que lui donne son auteur. Pour l'essentiel en effet, il s'agit, conformément à l'historiographie bourgeoise vulgaire, d'une histoire inévitablement superficielle et donc fastidieuse, de quelques individus (8), qui ne permet pas de comprendre les raisons et les enjeux véritables des idées et des positions prises par les uns et les autres. Non qu'Igounet ne donne pas une explication du négationnisme, et n'indique pas les orientations politiques qui ont présidé à son travail; mais, et c'est ce qui nous intéresse de mettre en lumière, cette explication et ces orientations qui ne sont bien évidemment pas propres à cette seule historienne, ont pour fonction de contribuer à alimenter le rideau de fumée de l'idéologie dominante, sous la forme de la fausse alternative: fascisme contre démocratie. Plus précisément, cet ouvrage, qui se veut de référence, a pour but implicite de démontrer l'existence d'un adversaire de la démocratie, à l'oeuvre de façon quasi-ininterrompue depuis la fin de la guerre mondiale et la défaite des nazis: le négationnisme, réunissant en France extrême-droite et ultra-gauche. Les attaques contre notre brochure et notre mouvement y tiennent une place de choix.

Défense d'Israël

Au dos de la couverture du livre on peut lire qu'«un des buts politiques [du négationnisme] ne tarde pas à se révéler: il s'agit en France comme dans les autres pays où le négationnisme s'est répandu, de nier les fondements historiques de l'Etat israélien». Dans l'introduction, Igounet explique: «Contemporain de la naissance d'Israël, le négationnisme représente, dès ses origines, de véritables enjeux idéologiques». A savoir: «Le négationnisme veut délivrer un message fondamental: les juifs ont menti afin de culpabiliser l'Occident et permettre la création de leur Etat».

Plus précisément, l'antisémitisme, l'antisionisme et l'anticommunisme, constituent «les sens politiques du négationnisme d'extrême-droite».

Si, de leur côté, les négationnistes d'ultra-gauche affirment lutter contre l'illusion d'une «opposition entre les démocraties et les régimes totalitaires», «ils ajoutent un combat, commun à l'extrême droite, à leur lutte contre le mensonge du Capital: la lutte contre l'Etat «impérialiste sioniste». Le contexte international participe à cette dénonciation (...) [charte de l'OLP de 1964 dont l'objectif est la destruction de l'Etat d'Israël, résolution de l'ONU de 1975 qui assimile le sionisme au racisme]. Au nom

de l'anti-impérialisme et de l'antiracisme, certains se revendiquent antisionistes et s'insurgent contre le «nationalisme juif» tout en rejetant toute idée d'antisémitisme. Le noyau négationniste d'ultra-gauche va suivre ce cheminement idéologique et va expliquer que de la sacralisation de la Shoah résulte un nouvel Etat souverain, Israël, qui, depuis sa fondation, a utilisé la référence du génocide afin d'excuser ses exactions. (...) A plusieurs reprises le glissement de l'antisionisme vers l'antisémitisme sera réel».

C'est donc l'opposition à l'Etat d'Israël, qui, selon notre historienne, serait la source et la cause principale du négationnisme, ce serait l'antisionisme -- l'opposition au colonialisme et à l'expansionnisme israélien dont le sionisme constitue l'idéologie et le programme -- qui expliquerait la convergence entre l'extrême droite et cette ultra-gauche.

Qu'est-ce là sinon le vieil argument éculé des partisans de l'Etat hébreu affirmant, pour le discréditer, que l'antisionisme n'est qu'une variété de l'antisémitisme? Igounet n'apporte aucun commencement de preuve à cet argument qu'elle détruit elle-même sans s'en apercevoir en écrivant, dans la phrase qui suit, que «La propagande négationniste contemporaine pense légitimer son discours en recourant à l'antisionisme. (...) Cet «antisionisme» spécifique à deux idéologies [extrême droite et ultra-gauche-NdlR] s'arroge une cause, la défense des Palestiniens, qui devient son alibi, son estampille d'antiracisme»: autrement dit, l'antisionisme véritable, sans guillemets, est bien un antiracisme, une cause légitime, et c'est pourquoi certains antisémites essaieraient de se camoufler derrière une variété spécifique de celui-ci! (9)

Pour essayer de faire tenir son affirmation, Igounet est obligée d'«oublier» que l'extrême droite est bien davantage caractérisée par le racisme anti-arabe que par l'antisionisme ou le soutien aux palestiniens; elle est obligée d'«oublier» que c'est ce racisme anti-arabe qui a été le moteur de la progression du Front National, en particulier parmi les Pieds Noirs -- y compris parmi les Pieds Noirs juifs; d'«oublier» que Le Pen était fier de se désigner comme un «ami d'Israël» ou que, au milieu des années 80, le vice-président de l'Association parlementaire France-Israël était un élu, juif, du F.N. (10).

La création de l'Etat d'Israël n'est pas dû à un quelconque sentiment de culpabilité de l'Occident (!) ou à une sacralisation de la Shoah, car ce ne sont pas des sentiments ou des idées qui déterminent les agissements des Etats (et a fortiori qui président à leur création et constituent leur fondement historique), mais des intérêts matériels bien précis, qu'ils soient directement économiques ou politiques. La création d'Israël répondait aux besoins de l'impérialisme: d'une part, dans le cadre des gigantesques transferts de population que les impérialismes victorieux ont réalisé en Europe après 1945 (purification ethnique forcée qui a vu la déportation de millions de personnes), en résolvant le «problème juif» par le départ de cette population survivante vers un territoire extra-européen (chose que les impérialismes occidentaux avaient refusé aux nazis avant guerre); d'autre part en constituant au Moyen-Orient un Etat dont les sionistes donnaient l'assurance qu'il serait le défenseur des intérêts impérialistes dans la région (11).

Si les populations juives ont afflué volontairement en Israël, ce n'est pas parce qu'elles étaient convaincues par l'idéologie sioniste, ni même à cause de la terrible épreuve du nazisme, mais tout simplement parce qu'elles n'avaient pas d'autre endroit où aller! On sait d'ailleurs que pour accélérer ce mouvement les terroristes sionistes n'hésitaient pas à faire exploser des bombes dans des synagogues afin de faire immigrer en Israël les Juifs des pays arabes. Il n'empêche que l'idéologie joue un rôle considérable dans la mobilisation des individus et que la bourgeoisie ne peut s'en passer. Chaque classe dominante utilise donc toutes les ressources de ses institutions (Eglise, Ecole, médias, etc.) pour élaborer et diffuser en permanence parmi les exploités et parmi toute la population une propagande destinée à leur faire accepter et défendre «spontanément» l'ordre établi. L'idéologie officielle de l'Etat israélien repose bien évidemment, outre la religion, sur le génocide nazi, sur la «sacralisation de la Shoah», dont il tire non seulement sa légitimité sur la scène internationale, mais surtout qu'il utilise pour cimenter l'union interne entre les classes, pour faire accepter à sa population un état de guerre permanent et un militarisme omniprésent. C'est la raison pour laquelle les défenseurs de l'Etat israélien, qu'ils soient idéologues ou historiens (les historiens bourgeois sont toujours des idéologues), ne veulent et ne peuvent voir, dans les révisions ou négations du massacre des Juifs, rien d'autre qu'une attaque menaçante contre cet Etat.

Anti-matérialisme et démocratie

Igounet consacre plusieurs chapitres à un groupe de l'ultra-gauche (autour de la librairie parisienne «La vieille Taupe») qui, selon elle, se rallia au négationnisme sous l'influence particulièrement pernicieuse des «thèses d'Amadeo Bordiga» (12), en particulier le rejet de l'antifascisme. Ces éléments poussent en effet le vice jusqu'à reproduire et mettre en vente au début des années 70 notre article de 1960 «Auschwitz ou le grand alibi». Or cet «opuscule est à l'origine de l'interprétation hypermatérialiste du génocide juif et, par là même [sic], de l'interprétation relativiste que les militants de la Vieille Taupe font de celui-ci» (13).

Quel est en effet le péché rédhibitoire de ce texte, d'après notre historienne? - Son matérialisme: «Sans remettre en cause la réalité du génocide juif, [les disciples d'Amadeo Bordiga] adoptent envers l'événement une conception purement matérialiste» (horreur!): « Le Capital est la cause de l'élimination des juifs. Il a massacré le peuple juif et a, ensuite, justifié la Seconde Guerre mondiale par l'horreur de ce massacre. Auschwitz n'est donc qu'un alibi, utile au capitalisme, pour justifier son exploitation de la classe prolétarienne».

«(...) Le capitalisme est le seul responsable de la mort des juifs. (...) Le génocide ne relève plus de l'antisémitisme mais du calcul du Capital. La volonté d'extermination de Hitler, déterminée par la férocité de sa haine envers le peuple juif est indéniablement occultée, car sa mise en avant participe à la mystification.

L'une des conséquences de cette conception est qu'Auschwitz n'est plus considéré comme un événement inimaginable [?] (...) Le système hitlérien était incomparable [sic] à cause de son massacre raciste, prémédité et industriel. L'analyse bordiguiste occulte délibérément ce triple caractère et accuse les puissances vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale d'exploiter l'interprétation manichéenne du génocide entièrement fictive, née à la suite du procès de Nuremberg. (...)».

Si la conséquence de notre conception est qu'Auschwitz (c'est-à-dire le massacre en masse des Juifs) n'est pas un événement inimaginable (Igounet veut sans doute dire: exceptionnel, extraordinaire, sans exemple, etc.) comment est-il alors possible de voir dans cette conception un fondement du négationnisme, conception selon laquelle il s'agit justement d'un événement inimaginable, irréel, fictif? Notons que la dernière accusation qui nous est attribuée, y compris la curieuse notion d'«interprétation manichéenne entièrement fictive, née à la suite du procès de Nuremberg», est rajoutée par Igounet pour les besoins de sa cause: contrairement aux nostalgiques du fascisme auxquels l'historienne voudrait bien nous assimiler, notre analyse ne vise pas à disculper un impérialisme (allemand) en rejetant sur un autre («les puissances vainqueurs») l'invention de crimes entièrement fictifs, mais à expliquer que le système capitaliste est responsable de ces crimes malheureusement trop réels; contrairement aux démocrates, notre analyse accuse tous les impérialismes, fascistes ou démocratiques. C'est bien là où le bât blesse, comme nous le voyons en continuant la citation:

«Ciment de l'antifascisme, car incarnation de l'horreur absolue, Auschwitz représente une coupure radicale dans l'histoire du XXe siècle et établit une distinction irréductible entre les démocraties et le régime nazi. En banalisant Auschwitz avec un discours aussi réducteur, certains ultra-gauchistes parviennent à mettre sur le même plan les démocraties bourgeoises et les régimes totalitaires».

Nous y voilà! C'est Auschwitz qui prouve la distinction fondamentale entre démocratie et nazisme, c'est Auschwitz qui constitue bel et bien l'alibi en béton (ou en ciment) de la démocratie!

Notre texte s'emploie à réfuter cet alibi, d'une part sur le plan de l'analyse théorique en montrant qu'Auschwitz est le produit du mode de production capitaliste dont fascisme et démocratie ne sont que deux modes de gouvernement interchangeable par la bourgeoisie selon l'évolution des situations politico-sociales; d'autre part sur le plan des faits, en rappelant, outre les nombreux autres massacres et génocides commis par le capitalisme y compris français encore récemment, que les impérialismes démocratiques occidentaux, en toute connaissance de cause, ont laissé les nazis massacrer les Juifs (et autres), ont refusé d'accueillir ces derniers, ont refusé de bouger le petit doigt pour les sauver! L'historienne a lu notre brochure, elle a lu ces pages, mais comme elle ne peut les contester, elle préfère se taire, elle préfère cacher cette partie de l'histoire qui la gêne: tout bardés qu'ils soient de diplômes universitaires -- ou plutôt d'autant plus qu'ils sont bardés de ces diplômes -- les démocrates sont obligés de déformer, de nier l'histoire afin de défendre le système bourgeois, et leur place dans ce système.

En outre, le danger est plus profond qu'il n'y paraît, s'alarme l'historienne:

«Cette interprétation n'est pas isolée au sein de l'extrême gauche française. Aux lendemains de la guerre des Six Jours [guerre entre Israël et l'Égypte], on peut lire dans la presse communiste» [sic!: en

réalité sur les colonnes de «L'Humanité»] que la « discrimination raciale, l'antisémitisme sont le fait de la réaction des classes sociales exploiteuses -- et non pas le fait de tel ou tel peuple en tant que tel (...). Les massacres d'Auschwitz, de Buchenwald, etc., furent le fait du fascisme, c'est-à-dire de la forme la plus bestiale du capitalisme.

Pendant une longue période, le marxisme a éludé le problème du racisme en l'analysant sous l'angle économique -- la lutte des classes -- plutôt que sous l'angle historico-culturel [?]. C'est cette évolution, propre au discours d'une certaine extrême gauche française, que les militants de la Vieille Taupe ont entreprise [?]. En considérant Auschwitz comme un alibi, certains trouvent une garantie pour leur survie idéologique. A leurs yeux, le capitalisme assure l'entière responsabilité de la Seconde Guerre Mondiale. Il a minimisé, maquillé, refoulé ses crimes par l'introduction fictive, dans l'histoire, de la chambre à gaz.»

Selon Igounet le mal est ainsi le marxisme -- du moins tant qu'il n'a pas renoncé à la lutte des classes, c'est-à-dire cessé d'être marxisme -- parce qu'il rend le capitalisme entièrement responsable de la guerre, du fascisme, (au lieu d'y voir la responsabilité d'un peuple, d'une culture, de mauvaises idées ou de la méchanceté de dirigeants, bref de tout sauf de ce système), marxisme qui arrive à contaminer, dans les périodes anti-israéliennes, jusqu'au PCF! En rendant (faussement) le capitalisme responsable des massacres et de la guerre, «ce discours hyperrationaliste» [sic] aurait ainsi pour fonction de garantir et de légitimer les positions révolutionnaires, anti-capitalistes, en même temps qu'il déboucherait sur la négation des chambres à gaz, c'est-à-dire sur la négation des crimes inimaginables et incomparables du fascisme (considéré comme quelque chose d'étranger au capitalisme).

Dès qu'elle sort du champ étroit de la simple chronique des faits et gestes d'individus pour énoncer des conclusions politiques générales, notre historienne ne se soucie pas le moins du monde d'étayer ses affirmations ou ses interprétations, qui relèvent de la propagande démocratique bourgeoise la plus banale. La raison en est simple: derrière l'apparence objective, tout son travail n'est rien d'autre qu'une contribution, plutôt grossière, à la consolidation de l'idéologie dominante au service de la défense du capitalisme. Or, comme elle le rappelle elle-même, l'idéologie est par définition l'opposé d'une «démarche scientifique ou même critique» C'est la raison pour l'adversaire mortel de toutes les idéologies et de tous les idéologues est le matérialisme.

• • •

[La suite de cet article a été publiée dans le numéro 457 du journal *le prolétaire* en avril-mai-juin 2001]

Perversité du «bordiguisme»

Valérie Igounet estime qu'il existe une spécificité française et qu'elle est constituée par l'affaire Faurisson: le soutien accordé dans les années 80 à ce professeur passablement réac qui nie l'existence des chambres à gaz et trouve des excuses à Hitler dans l'attitude hostile des Juifs à son endroit, par des éléments qu'elle dit influencés par le «bordiguisme». Les bourgeois, historiens ou non, ne peuvent s'empêcher de personnifier les positions politiques car ils ne voient dans les événements que l'action de quelques grands hommes imposant leur volonté toute puissante à des troupeaux humains. Les «thèses de Bordiga» ne sont rien d'autre que les véritables positions classistes, positions qui dépassent les individus particuliers qui les expriment à un moment ou un autre de l'histoire. Mais faire comprendre cela à une historienne est au-dessus des forces humaines!

Quant à l'idée que ces négationnistes soient ou aient été plus ou moins proches de nous, elle est réfutée par les intéressés eux-mêmes; ce qui, et ce n'est pas un hasard, avait séduit certains dans la mouvance d'où ils sont issus, c'est bien davantage la déviation intellectualiste et anti-parti représentée par la revue «Invariance» dont les animateurs avaient rompu avec notre organisation au milieu des années 60 (14).

Igounet reconnaît comme à contrecœur que, dans le milieu qu'elle qualifie d'ultra-gauche, quelques critiques se sont élevées contre Faurisson et les «groupuscules» («La Guerre Sociale», principalement) qui le soutiennent. A ce propos elle écrit que «la critique du Parti Communiste International [contre ces derniers] doit être éclaircie» (15) , et elle va même jusqu'à citer quelques phrases d'articles du «Prolétaire», admettant -- il serait difficile de faire autrement -- qu'il n'y avait pas «intégration des thèses faurissonniennes». Mais elle le fait d'une façon telle que notre critique semble se résumer à

l'accusation, en apparence abstraite et sans grande portée, que «La Guerre Sociale» était aussi anti-matérialiste que les démocrates: en fait, au lieu d'éclaircir notre position, elle la cache.

Pour que notre critique soit effectivement éclaircie, nous allons citer un peu plus largement l'un de ces articles; il semble en effet écrit tout exprès pour réfuter vingt ans à l'avance les stupidités haineuses de notre historienne et de toute la confrérie des dénonciateurs de «bordiguisme».

Il s'agissait d'une critique d'un tract du groupe susnommé qui, prétendant combattre l'antifascisme démocratique, posait en fait le problème à l'envers:

«Au lieu de dénoncer le contenu réel de la démocratie et d'éveiller la révolte des ouvriers contre toutes les formes de la domination capitaliste. ils s'appliquent à montrer que le fascisme n'est pas pire que la démocratie, ce qui banalise finalement toute l'exploitation et toute l'oppression bourgeoises. Au lieu de mettre la démocratie en accusation, ils en arrivent quasiment à excuser le fascisme, et à reprocher aux démocrates d'«inventer» les crimes de la dictature ouverte de la bourgeoisie.

Cette absurdité est due au fait que, même s'il leur arrive de copier des phrases marxistes, ces gens sont des idéalistes qui ont la même conception anti-matérialiste de l'histoire que le démocrate bourgeois vulgaire. D'où leur acharnement stupide, inexplicable autrement, à nier à toute force l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination. Pourquoi y tiennent-ils au point d'en faire presque une conception de principe?

Pour le philistin démocrate, l'extermination des Juifs est l'horreur inexplicable par essence, le «crime gratuit» des «monstres» nazis. Nos braves anarchistes et anarchisants ne comprennent pas plus qu'eux, ils voient les faits de la même façon. Et comme ils les dérangent, ils nient qu'ils aient eu lieu.

(...) En réalité personne n'a besoin d'«inventer» des horreurs et il est difficile d'«exagérer»: le capitalisme en produit beaucoup plus que l'imagination ne saurait le faire. Le tout est de savoir quelle attitude on a devant des horreurs.

(...) Le prolétariat ne nie pas la réalité des tortures, massacres et exterminations, même s'il n'est pas le seul à les subir. Il ne nie pas les horreurs innombrables perpétrées par la bourgeoisie, mais il montre leur cause réelle. Ce qui -- attention! -- ne veut pas dire qu'il absout les agents d'exécution. Ces horreurs ne le laissent nullement indifférent, elle suscitent sa haine et sa volonté de les combattre. Mais il ne peut les combattre vraiment qu'en se plaçant sur son terrain de classe, avec sa perspective de classe et ses armes de classe, et non pas en s'alliant avec des forces qui en réalité visent à le paralyser et à le soumettre à l'ordre bourgeois» (16).

A l'évidence Igounet ne peut évoquer notre analyse qui est sans aucune équivoque, car sinon il lui serait impossible de continuer à nous accuser. Elle ne pourrait affirmer péremptoirement: «ces quelques critiques ne doivent pas occulter une attirance de l'ultra- et de l'extrême gauches françaises pour la négation du génocide juif», attirance dont elle veut voir la preuve entre autres dans notre présence et la vente de notre brochure dans les fêtes de Lutte Ouvrière en dépit des protestations de «Ras le Front» (17). Devant tant de malhonnêteté flagrante, le lecteur appréciera tout le sel de la mélancolique réflexion de l'historienne: «les critiques initiales de la gauche marxiste, vis-à-vis de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, auraient pu être plus opérantes si elles n'avaient pas été perverties par deux systèmes de pensée: le bordiguisme et le négationnisme» (18).

Il y a des coups de pied au cul qui se perdent...

Les négationnistes, alibi des démocrates

Nous sommes d'accord sur un point avec notre accusatrice qui fait mine de soupirer après un marxisme bien gentil, non perverti par les matérialistes attachés à la lutte des classes: il y a bien une certaine «spécificité française» (bien qu'à la vérité elle soit toute relative). En effet, s'il existe, en petit nombre, des négationnistes dans différents pays (ils sont les plus nombreux aux Etats-Unis), c'est seulement en France, ou presque seulement, qu'ils viennent périodiquement sur le devant de la scène médiatique, c'est seulement en France qu'ils provoquent des affaires retentissantes -- et c'est seulement en France qu'on peut faire carrière en écrivant de gros livres à leur sujet.

Si régulièrement les médias montent en épingle les négationnistes, s'ils font grand tapage autour d'eux, non sans doute pour les approuver mais pour se scandaliser bruyamment de leurs activités, c'est parce qu'ils sont utiles à la bourgeoisie française, parce qu'ils remplissent une fonction nécessaire à son système politique, au point que s'ils n'existaient pas il faudrait les inventer -- et d'ailleurs ils ont été créés en tant que courant par ces mêmes médias qui les ont fait connaître au grand public! L'antifascisme

démocratique, cette union interclassiste pour défendre une forme de l'Etat bourgeois, faire renoncer le prolétariat à ses intérêts de classe et l'enrôler dans la guerre impérialiste, est en effet, aujourd'hui encore, un élément fondamental de l'idéologie officielle en France.

Mais au fur et à mesure que l'époque de la guerre s'estompe et avec elle le souvenir du nazisme, l'antifascisme démocratique a besoin d'être réactivé par des campagnes d'opinion périodiques qui doivent faire croire à l'existence d'une menace fasciste et à un renouveau de l'antisémitisme. C'était ce qui s'était passé au moment où l'article «Auschwitz...» avait paru sur Programme Communiste, c'était ce qui s'était passé lorsqu'il avait été publié en brochure pour la première fois (dans ce dernier cas c'est la publication par «l'Express» d'une interview de l'ancien Commissaire aux questions juives, qui avait déclenché une campagne d'opinion). Depuis lors ces mobilisations idéologiques ont pris de l'ampleur sous le prétexte de la poussée électorale du Front National, au point que se sont constituées des organisations dont le seul objectif est de diffuser l'antifascisme démocratique («Ras l'Front»).

De plus, et c'est peut-être là où réside la spécificité française, cette idéologie est aussi utilisée par la bourgeoisie française sur le plan de la politique extérieure, vis-à-vis de l'éternel rival allemand. Le mythe de la France antifasciste et, corollairement, du caractère «antinational» du régime pétainiste, a été à nouveau spectaculairement réaffirmé lors du procès Papon; ce dernier a été condamné pour complicité de crime de génocide -- complicité avec les Allemands -- parce que, par définition, un haut fonctionnaire français ne peut être accusé de crime de génocide, car cela serait reconnaître la responsabilité historique de l'Etat français (et de la classe dominante). Seule l'Allemagne est éternellement responsable de ce crime imprescriptible et, pour se racheter, elle doit manifester les plus grandes attentions à l'égard des intérêts de la vertueuse France, victime innocente de la barbarie germanique.

L'enjeu des campagnes démocratiques récurrentes contre une prétendue menace fasciste, contre un regain de l'antisémitisme, c'est aussi de banaliser ou d'occulter la diffusion, par les institutions bourgeoises, du racisme anti-immigrés et plus généralement de la xénophobie et des divisions raciales parmi les prolétaires et les masses exploitées: ce racisme-là, quotidien, ne fait pas la une des médias, sauf quand il s'agit de dénoncer des réactions violentes de jeunes prolétaires ou de détourner sur le terrain démocratique inoffensif une éventuelle mobilisation, parce que, provoquant la division et donc la paralysie de la classe ouvrière, c'est un des piliers majeurs de la domination bourgeoise sur le prolétariat.

Dans ces conditions, les «négationnistes», ceux qui nient les crimes de l'Allemagne nazie, tombent à pic pour constituer une nouvelle preuve de la menace toujours résurgente du fascisme (et de la menace allemande) qui justifie la mobilisation interclassiste pour la défense de la démocratie française. La présence à leurs côtés d'éléments «ultragauches» qui se réfèrent très vaguement à la critique marxiste faite par notre courant de l'antifascisme démocratique, représente une aubaine supplémentaire pour les chiens de garde idéologiques de la bourgeoisie.

Quelle meilleure opportunité, en effet, pour faire croire à une convergence des extrémistes anti-démocrates des deux bords, à la chute inévitable du marxisme intransigeant dans les perversions totalitaires, quelle meilleure opportunité pour une campagne préventive contre l'indépendance de classe du prolétariat, de ses luttes et de ses organisations?

Shoah business

Il est un autre aspect qui donne un éclairage singulier à l'ouvrage d'Igounet: c'est ce que certains historiens appellent le «Shoah business», le business du génocide tout particulièrement actif aux Etats-Unis, mais qui existe aussi en Europe. Des ouvrages américains récents, écrits par des auteurs qui ne sont ni des négationnistes antisémites, ni des marxistes pervers par la lecture de nos publications, ont étudié l'histoire de la commémoration du génocide juif. S'appuyant également sur les «nouveaux historiens» israéliens qui décrivent comment les dirigeants de cet Etat «ont utilisé la Shoah pour renforcer l'Etat juif», ils montrent que la mémoire de l'Holocauste est «une construction idéologique» (19) et qu'au début des années 70 s'est créée aux Etats-Unis une «industrie de l'holocauste» dont l'un des piliers est le caractère soi-disant unique du massacre des Juifs par les nazis.

Finkelstein, fils de survivants du ghetto de Varsovie -- qu'il est donc difficile d'accuser d'antisémitisme --, affirme dans son livre que «la place du génocide juif dans le discours public des dirigeants Juifs américains est historiquement déterminée, non par l'intérêt des victimes survivantes,

mais par le loyalisme à l'égard du gouvernement américain» (20). D'après lui: «Le système de l'Holocauste repose sur deux dogmes centraux: 1.) l'Holocauste constitue un événement historique unique; 2) l'Holocauste constitue le point culminant de la haine irrationnelle (...) envers les Juifs».

«(...) L'unicité est une donnée première dans le système de l'Holocauste. La tâche désignée [de ceux qui écrivent sur ce sujet -NdLR] est d'en apporter des preuves, alors que l'expression d'un doute équivaut à du négationnisme.

(...) De l'holocauste phénomène unique à l'Holocauste qu'on ne peut apprécier rationnellement, il n'y a qu'un pas. Si l'Holocauste est sans précédent dans l'histoire, sa place est au dessus de l'histoire et il n'est donc pas possible de le comprendre par l'histoire. (...) Selon cette vision, la compréhension rationnelle de l'Holocauste équivaut à sa négation. Car la rationalité conduit à nier l'unicité et le mystère de l'Holocauste» (21).

On comprend ainsi mieux l'origine des attaques d'Igounet et d'autres (de Ras l'Front à Mouvement Communiste) contre l'«hyper-rationalisme» de notre conception, contre notre effort pour expliquer de façon matérialiste ces tragiques événements, et l'accusation bizarre que cela conduirait à ce qu'Auschwitz ne soit plus un événement «inimaginable»: c'est l'écho ici de la puissante propagande développée là-bas.

Finkelstein ne se gêne pas pour affirmer que le concept d'«unicité de la Shoah» est une «mystification», «intellectuellement vide et moralement indigne », parce qu'il interdit par exemple de faire le moindre rapport entre Auschwitz et Hiroshima, ou entre le massacre des Juifs et celui des Arméniens. Ce concept est, selon lui, la base d'un véritable business (une industrie, écrit-il) dont profitent non seulement des intellectuels de renom se livrant à une véritable «escroquerie intellectuelle», mais qui permet surtout aux organisations américaines juives de se livrer à un véritable «racket» pour obtenir des réparations de divers pays et institutions européennes. Les sommes ainsi obtenues sont pour l'essentiel conservées par ces organisations au lieu d'être distribuées aux familles des victimes (ce qu'il appelle la «double extorsion». Enfin, l'exploitation idéologique du souvenir du génocide est utilisée par «un pays doté d'une puissance militaire parmi les plus redoutables, présentant un dossier désastreux en matière des droits de l'homme» - Israël -, pour se présenter en Etat-victime.

En remettant en cause le caractère unique du massacre de masse des Juifs par les nazis et en dénonçant avec virulence l'utilisation et la «sacralisation» hypocrites de ce massacre depuis quelques décennies, ces auteurs -- dont les ouvrages ont provoqué un beau scandale mais qui n'ont pas été réfutés -- sapent complètement deux des piliers de la construction idéologique de notre historiographie et donc de l'accusation qu'avec tous les démocrates elle porte contre nous et contre le marxisme.

Il ne faut pas aller chercher bien loin pour voir s'écrouler le dernier pilier et l'édifice complet.

Annexe: et les chambres à gaz?

Valérie Igounet publie en effet en annexe de son ouvrage le texte complet d'un entretien avec un certain J.C. Pressac dont elle a utilisé les archives. Collaborateur dans un premier temps de Faurisson, cet ancien négationniste s'est convaincu au cours de ses recherches de l'erreur de ce dernier. Il a alors publié un ouvrage technique qui a été salué par la presse comme apportant, pour la première fois, la preuve irréfutable de l'existence des chambres à gaz dans les camps nazis. Etudiant les plans des installations d'Auschwitz, Pressac conclut cependant que leur transformation homicide irréfutable a été effectuée après leur construction et leur mise en service: «Les premiers résultats obtenus furent de deux sortes. Concernant l'histoire du camp, la démonstration que les crématoires avaient été projetés comme des installations sanitaires normales, puis aménagés en centres de liquidation des «Juifs inaptes au travail», c'est-à-dire les femmes, les enfants et les vieillards. (...) La transformation criminelle fut entreprise fin novembre 1942».

Pressac établit ainsi qu'il n'y a pas trace d'une volonté exterminatrice qui aurait caractérisé le régime nazi depuis ses origines (ou même avant, depuis la fondation du parti nazi), puisque les «chambres à gaz homicides» lorsqu'elles existent (leur date de mise en fonction est échelonnée selon les camps) ont été le résultat d'une modification d'installations antérieures, prévues pour un autre usage (désinfection). Il révisé aussi la baisse les estimations du nombre réel de victimes dans les camps de concentration et il avance que «le coefficient multiplicateur émotionnel [des estimations antérieures par rapport à la réalité] varie de 2 à 7 et est en moyenne de 4 à 5».

Résumant les conclusions de ces travaux il écrit: «Quant au massacre des Juifs, plusieurs notions fondamentales doivent être entièrement reprises. Les chiffres avancés sont à revoir de fond en comble. Le terme de «génocide» ne convient plus (...).

Il faut abandonner le concept d'une extermination systématique programmée dès l'origine. Il y eut plutôt une radicalisation progressive, imposée par la guerre qui elle-même exacerbait l'antisémitisme violent de Hitler et de son entourage direct. Des mesures de plus en plus coercitives, de plus en plus drastiques, furent élaborées et appliquées pour aboutir en avril 1942 au «massacre de masse» (22).

Si ce n'est pas là, d'une certaine façon, la confirmation d'un des points qui nous vaut l'accusation d'être à l'origine du négationnisme (le fait que le massacre des Juifs n'a pas été la conséquence, planifiée longtemps à l'avance, des mauvaises idées des nazis, mais la conséquence de la situation dans laquelle se trouvait le capitalisme allemand), qu'est-ce que c'est? Et si, d'autre part, nos adversaires nous accusent de réviser l'histoire officielle en y appliquant un réductionnisme marxiste qui ouvrirait la voie à la négation du génocide, que ne devraient-ils pas dire de ce Pressac?

Mais il est vrai que celui-ci n'est pas un marxiste, mais un bourgeois conservateur: ses propos sont peut-être dérangeants, ils ne sont pas dangereux...

• • •

De toutes les disciplines l'histoire est sans doute celle qui peut le moins se prétendre au-dessus de la société et de ses conflits de classes et d'Etat, ne serait-ce que parce qu'elle ne peut se contenter de collecter et rassembler des «faits bruts», mais doit les ordonner et les interpréter selon une analyse bien précise. Le marxisme, c'est-à-dire le matérialisme historique, est le seul à pouvoir faire une analyse correcte des événements, le seul à pouvoir percer le brouillard des idéologies qui voile et déforme les causes et le sens des actions humaines dans les sociétés divisées en classes antagoniques. Cela ne signifie pas que son rôle est de faire triompher la vérité sur les mensonges de l'idéologie bourgeoise, car ce triomphe nous l'attendons non du choc des idées, mais de l'affrontement de classe poussé jusqu'à sa conclusion ultime, le renversement des Etats bourgeois et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat, étape indispensable pour déraciner le capitalisme et ouvrir la voie à la société communiste. Mais en dissipant les rideaux de fumée de l'idéologie bourgeoise, le marxisme permet à l'avant-garde prolétarienne, organisée dans son parti de classe, de diriger cet affrontement en évitant tous les traquenards tendus par la classe ennemie, grâce aux leçons des batailles passées, des victoires comme des défaites.

La polémique contre la série bigarrée de nos adversaires sur cette question cruciale qui fit dévier le mouvement communiste - la lutte contre le fascisme et l'attitude à avoir vis-à-vis de la démocratie bourgeoise - n'a donc rien d'académique ou de littéraire: il s'agit rien moins que de la défense des positions cardinales du marxisme, la défense de la nécessité absolue de l'indépendance de classe du prolétariat, la défense de la position anti-démocratique de la lutte prolétarienne. Cette polémique se mène aujourd'hui à coups de tracts, d'articles ou de livres, donc sur un plan, semble-t-il, désincarné, sur le plan seul des idées. Il ne faut pas s'y tromper: demain l'adversaire utilisera des moyens plus «matériels» en sus de ses moyens «idéologiques» et politiques, pour combattre les marxistes et empêcher qu'ils «pervertissent» les prolétaires. La classe ouvrière devra répondre également par toute la gamme des moyens à sa disposition, sans reculer devant le recours à la force, sans regretter le temps «heureux» où la bourgeoisie l'exploitait et la dominait démocratiquement.

Et c'est sur ce terrain, sur le terrain de la force ouverte, classe contre classe, que finalement se décidera l'issue de la polémique -- et l'avenir de l'humanité!

Notes:

1. Tract «rédigé par des militants de Ras l'front 18» Tous les passages en Helvetica qui suivent sont, sauf affirmation contraire, tirés de ce tract.

2. Cette curieuse précision n'est pas faite par hasard: elle a pour but, non de nous refuser une discussion démocratique que nous n'avons jamais envisagé de lui proposer, mais de dissuader les propres militants et sympathisants de «Ras l'front» de prendre connaissance de nos positions et d'en discuter, de la même façon que les staliniens traitaient les révolutionnaires d'«hitlériens», de «provocateurs fascistes», etc., afin d'empêcher tout contact avec ceux-ci, et de justifier leur mise à l'écart expéditive. On pourrait citer

ainsi la fière réplique d'un militant de Ras l'front dans une réunion parisienne à la question de savoir s'il avait lu la brochure qu'il venait de dénoncer dans son intervention:«je ne lis pas la littérature de merde!»

3. cf P. Vidal Naquet, «Les assassins de la mémoire», La Découverte, 1995. Historien spécialiste de l'antiquité grecque, Vidal Naquet qui est aussi directeur des Archives Juives de Paris, est un intellectuel de gauche célèbre. [VN n'est pas et n'a pas été directeur des "Archives juives"]

4. La brochure relate l'affaire de Joël Brandt qui, avec l'accord de Himmler, avait tenté sans succès d'intercéder auprès des autorités alliées pour qu'elles sauvent des Juifs (il s'agissait de négocier l'exil d'un million de Juifs). Vidal Naquet essaye de relativiser cette affaire en y voyant simplement une manoeuvre du chef SS qui sentait la guerre perdue. S'il est évident qu'il y avait une manoeuvre, il est tout aussi évident que les Alliés ont froidement refusé d'accueillir le moindre de ces Juifs! Nous renvoyons à notre article sur le n° 440 de ce journal où sont reportés d'autres faits du même genre, accablants pour les «Démocraties».

5. Yehuda Bauer, «Juifs à vendre?», Ed. Liana Levi, 1996. Cité dans le «Prolétaire» n° 440. Le professeur ajoutait aussi, comme notre brochure, que même une fois le massacre commencé, les nazis auraient pu changer de politique ils ont fait des ouvertures auprès des Alliés pour faire émigrer les Juifs contre diverses contreparties; mais si les Juifs étaient à vendre par les Nazis, personne, en face, dans le camp des Démocraties, n'en voulait!

6. Le tract continue en avançant, pour réfuter notre analyse en termes de classes, les arguments suivants:

1) «la plupart [des Juifs] étaient ouvriers ou salariés».

Nous avons déjà répondu à une affirmation de ce genre, avancée par le groupe «Mouvement Communiste» en montrant qu'elle est contraire à la vérité: voir «Le Prolétaire» n° 444;

2) Les Tsiganes, homosexuels et handicapés n'appartenaient pas à la petite-bourgeoise, et pourtant ils ont été persécutés et massacrés. Mais c'est bien à notre avis la raison pour laquelle l'hostilité envers ces groupes n'a jamais pris l'ampleur, le poids social et le rôle politique de l'antisémitisme. Par ailleurs, que devient, avec cette constatation, l'affirmation de Ras l'front sur le rôle exclusif de l'idéologie antisémite dans les massacres des Nazis?

3) On peut se demander pourquoi le grand capital n'en a pas profité pour éliminer toute la petite bourgeoisie (!). Et bien tout simplement parce qu'éliminer toute la petite bourgeoisie, à supposer que cela eut été possible (qui l'aurait fait?), aurait laissé la grande bourgeoisie seule, sans aucune couche-tampon face au prolétariat. Le grand capital avait besoin d'utiliser la petite bourgeoisie, après avoir détourné sa colère sur le bouc-émissaire idéal que constituait le concurrent Juif, comme troupe de choc contre le prolétariat déboussolé mais encore organisé (pour motiver ces petits bourgeois enragés, tenaillés par la crainte d'être déclassés, qu'étaient les militants nazis, la lutte de classe, le marxisme, etc., étaient dénoncés comme inventions juives); puis de l'utiliser pour encadrer la mobilisation générale, dans l'économie de guerre et dans la guerre elle-même, de la classe ouvrière et des masses laborieuses au nom de la patrie et, au delà de la patrie, puisque le Reich englobait plusieurs nations, au nom de la race allemande. C'est pourquoi l'antisémitisme a continué à jouer pendant la guerre le rôle de mobilisation idéologique qui avait si bien servi au grand capital dans la période précédente. La guerre était présentée par la machine de propagande nazie comme une action vitale de défense pour la race allemande contre les actions hostiles de la race juive: c'était une explication qui satisfaisait parfaitement la base et les cadres de l'appareil nazi.

7. cf. «Histoire du négationnisme en France», Ed. du Seuil, mars 2000.

8. Igounet décrit plusieurs «âges», plusieurs générations de négationnistes correspondant à quelques individus, d'authentiques fascistes dans un premier temps jusqu'au professeur de lettres Faurisson au début des années 80, en passant dans les années 50 par l'ancien résistant déporté Rassiner, ex-social-démocrate devenu libertaire fricotant avec l'extrême-droite. Elle consacre une partie importante au négationnisme d' «ultra-gauche» dont elle voit la source dans notre brochure et dans notre critique de l'antifascisme démocratique.

9. Elle n'avance aucun élément pour étayer son affirmation que certains ultra-gauches soutiendraient que de la sacralisation de la Shoah résulte [sic] un nouvel Etat souverain (ce qui serait une ultra-stupidité). Par contre nul ne peut nier que les dirigeants israéliens n'ont cessé d'utiliser l'argument du génocide pour justifier leurs actions et faire taire les critiques.

10. Il n'y a pas de doute qu'existe dans l'extrême-droite un filon antisémite, étroitement lié au courant catholique intégriste et aux nostalgiques du pétainisme, mais qui n'a plus, et de loin, l'importance qu'il avait autrefois, ni l'importance actuelle du racisme anti-immigrés. C'est ce courant traditionaliste qui l'emportera finalement dans le Front National, provoquant au milieu des années quatre-vingt le départ des Juifs qui s'y trouvaient.

11. Depuis sa naissance le sionisme a toujours cherché un parrain impérialiste pour arriver à ses fins (la création d'un Etat juif). Il n'hésita même pas à passer des accords avec l'Allemagne nazie pour faciliter l'émigration juive et les transferts de capitaux juifs en Palestine contre la promesse d'achats de marchandises allemandes (accord dit la Haavara). En dépit de l'hostilité entre autres du ministère des Affaires étrangères qui redoutait des complications avec la Grande-Bretagne, cette Haavara fut maintenue sur instruction d'Hitler lui-même pratiquement jusqu'à la guerre. Pour une description détaillée, voir Yehuda Bauer «Juifs à vendre», Ed. Liana Levi, p. 21-54.

12. Le groupe dilettante anarchisant, anti-léniniste et anti-parti, de la Vieille Taupe, ne pouvait qu'être fondamentalement hostile à ces positions, même et surtout quand il affectait, par snobisme intellectuel, de trouver intéressants certains écrits de l'individu Bordiga. C'est d'ailleurs la revue «Invariance» -- déviation dès l'origine intellectualiste -- issue d'une scission du parti au milieu des années soixante, qui, selon leurs propres dires, eut une certaine influence dans ce milieu.

13. cf. «Histoire du négationnisme...», p.188.

14. Selon Igounet: «(...) Pierre Guillaume insistait sur l'importance (de la revue Invariance, reprenant les thèses d'Amadeo Bordiga. (...) Ils se reconnaissent dans Bordiga sur un point essentiel: le rejet de l'antifascisme. (...) Pierre Guillaume considère Auschwitz ou le grand alibi comme un texte essentiel, un texte conférant un point de vue théorique sur l'interprétation du génocide encore plus solide que celui de Paul Rassinier» [sic! Cet ancien résistant et député social-démocrate passé à l'anarchisme, toujours étranger au marxisme, était bien incapable de donner un quelconque point de vue théorique sur quelque sujet que ce soit!]. cf. «Histoire du négationnisme...», p. 186. En fait la véritable nature politique et donc l'hostilité irréductible de ces gens à l'égard de notre courant peut se déduire facilement d'un témoignage qui les décrit comme «des anti-bolchéviques viscéraux» cf. op. cit., p. 184, note 8. Pour une critique d'«Invariance», voir «Programme communiste» numéro 67 (juillet 1975): «Mise au point à propos de certains «dépassés du marxisme»».

Plus loin, Igounet classe un groupe comme le P.I.C. («Pour une Intervention Communiste») existant dans les années 80 où il publiait «La jeune taupe», qui défendait les thèses négationnistes, parmi ceux qui utilisaient «le prisme déformant du bordiguisme», parce qu'il critiquait «les démocraties «bourgeoises et capitalistes»»!... Il s'agissait en l'occurrence d'un groupe anarchisant issu du CCI.

15. cf. «Histoire du négationnisme en France», p. 708.

16. cf. «Anti-antifascisme infantile», Le Prolétaire numéro 322.

17. Elle révèle à ses lecteurs que «en 1998, à la fête de Lutte Ouvrière, était diffusé sur le stand du PCI, Auschwitz ou le grand alibi. Malgré l'insistance de l'organisation antiraciste Ras l'front qui a demandé le retrait de cet ouvrage, la direction de la fête n'a pas souhaité intervenir». Ras l'front lui signale que cette brochure était déjà en vente «il y a 4 ans», cf. «Histoire...», p. 602. Voir à ce sujet «Le Prolétaire» numéro 446. Nous pouvons lui apprendre que nous diffusons cette brochure à cette occasion depuis plus de vingt ans...

Dans le paragraphe final de sa conclusion, consacré à l'extension internationale du négationnisme, elle cite le cas de l'Italie ou, comme, en France, des éléments «de tendance bordiguiste» diffuseraient ces positions. Précisons donc que, contrairement à ce qu'elle écrit, la Maison d'Édition génoise «Graphos» (visée parce qu'elle a publié en italien le livre de Garaudy «Les fondements de la politique extérieure d'Israël») n'est pas animée par des «anciens amis d'Amadeo Bordiga» et n'est pas non plus liée, à notre connaissance, au «Gruppo Comunista Internazionale», groupe issu d'une scission du parti en 1965. Il s'agit d'une Maison d'Édition publiant des œuvres et des auteurs marginaux de diverses provenances -- y compris des textes de Bordiga -- sur une base purement commerciale.

18. cf. «Histoire...», p. 309.

19. cf. Peter Novick, «The Holocaust in American Life», cité dans «Libération», 15/2/1. Selon cet auteur: «Prétendre que l'Holocauste fait partie de l'histoire de l'Amérique, est un alibi moral» qui permet «de se décharger de responsabilités qui, en réalité, incombent aux Américains, confrontés à leur passé, leur présent et leur futur», cité dans Norman G. Finkelstein, «L'industrie de l'Holocauste».

Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs», Ed. La Fabrique, p. 138. Finkelstein rappelle non seulement que la référence à l'Holocauste est utilisée comme excuse par les dirigeants israéliens, mais il souligne que, reprise par les dirigeants américains pour vilipender leurs adversaires dumoment, la référence aux massacres nazis leur sert aussi d'alibi pour relativiser, camoufler ou nier les propres crimes et génocides commis par les Etats-Unis ou leurs alliés.

20. cf. «Brouillage sur l'Holocauste», «Libération», 8/3/1.

21. cf. N. Finkelstein, «L'industrie de l'Holocauste...», op. cit. Le présentateur de l'ouvrage prend bien soin d'expliquer que les thèses de l'auteur ne peuvent s'appliquer à la France, où un «devoir de mémoire» s'imposerait en raison d'une montée de l'antisémitisme et du rôle du pétainisme (cette précaution n'a pas empêché qu'une action en justice soit déclenchée contre ce livre pour «incitation à la haine raciale»). Dans une interview, l'auteur précise qu'il ne trouve pas absurde ce «devoir de mémoire», mais -- et ce mais détruit tout ce qu'on voudrait lui faire dire -- «à condition de ne pas considérer seulement l'holocauste nazi [c'est justement ce que veulent tous nos adversaires] (...). Les organisations juives américaines ont transformé ce devoir de mémoire en industrie de l'Holocauste. Elles ont volé et sali ce qui c'est passé en Europe» cf.«Libération», 15/2/1.

22. cf. «Histoire...» p. 454 et 641. Si la presse et les historiens ont à peu près unanimement encensé les travaux de Pressac, il lui a fallu d'abord publier aux Etats-Unis pour contourner les réticences de certaines notabilités en France (comme celle du président du Centre de Documentation Juive); ses conclusions iconoclastes lui ont valu en effet d'être accusés par certains de «faute morale» ou de «révisionnisme invisible» et Igounet elle-même juge plus prudent d'écrire que sa position est «ambiguë». cf. «Histoire...» 447-456.

Source: «Le Prolétaire», numéro 454, juillet-août 2000, et la suite.

<<http://www.sinistra.net/lib/upt/prolac/muua/muuainucaf.html#a8>>

Le groupe dilettante anarchisant, anti-léniniste et anti-parti, boit à la santé des "vrais" bordiguistes et leur souhaite quelques siècles de bonne santé. L'ornement qu'ils apportent à la face du monde est inimitable. On voit ici que le petit groupe de chacals miteux appelés "ras l'front", subventionné par le parti socialiste, est d'une rare inefficacité.

A propos de Finkelstein, il n'est pas sans intérêt de voir, ci-dessous, la critique qu'il a faite d'un livre qui a un gros succès chez les zolo (sur l'affaire de Jedwabne):

UN PRODUIT INDUSTRIEL

Goldhagen for Beginners: A Comment on Jan T. Gross's *Neighbors* by Norman G. Finkelstein

I.

A series of little volumes in cartoon format introduces American readers to influential thinkers and ideas -- e.g., Freud for Beginners. Jan T. Gross's *Neighbors* is a kind of caricature of this series. Thus, not long ago the Holocaust industry acclaimed a massive but worthless book by Daniel Goldhagen entitled *Hitler's Willing Executioners*. Gross's slight volume amounts to a *Goldhagen for Beginners*. Resembling *Hitler's Willing Executioners* in ways small and large, *Neighbors* bears the unmistakable imprint of the **Holocaust industry**. By Holocaust industry, I mean those individuals and institutions exploiting the Jewish genocide during World War II for political and financial gain.

Like Goldhagen's book, *Neighbors* is replete with glaring internal contradictions. In one place Gross reports that Poland's postwar communist regime prosecuted Poles "who engaged in the murder of Jewish people," even torturing the perpetrators to extract confessions. (1) In another place he maintains that killing Jews "was not an offense that would warrant stern prosecution by a Stalinist judiciary." (2) In one place Gross credits himself with the novel discovery that perpetrators of the Holocaust used, in addition to modern technology, "primitive, ancient methods and murder weapons." (3) Yet, three pages later he quotes from a prominent memoir published years ago that perpetrators of the Holocaust used "pitchforks and kitchen knives." (4) To account for the Polish perpetrators' motivation, Gross alludes in

the same paragraph to both Christopher Browning and Daniel Goldhagen. (5) Is he unaware that Browning and Goldhagen reached diametrically opposed conclusions? (Unlike Goldhagen, Browning did not believe that anti-Semitism alone explained the murderous deeds of ordinary Germans.) To document the vicious anti-Semitism of ordinary Poles during the war, Gross cites the recollection of a Polish Jew persecuted as a boy "by a flock of women who could just as well have left him in peace." (6) Yet the actual testimony, quoted at length in the corresponding footnote, emphasizes that the Polish women were not "driven by pure resentment or hatred" but rather panicked when the Jewish boy "had suddenly fallen into their laps." (7) In his book, Gross calls Jedwabne a "pogrom," "bloody pogrom" and "murderous pogrom." (8) In an article after the book's publication, however, he protests that "what happened in Jedwabne was genocide. It cannot be called a pogrom." (9) To increase the value of his research findings, Gross inflates language. By inviting ridicule, however, his exorbitant rhetoric debases memory.

Absurd formulations also dot the pages of *Neighbors*. **Gross maintains that Holocaust survivor testimony casts Jewish suffering in a too positive light.** "It is all skewed evidence, biased in one direction: these are all stories with a happy ending. They have all been produced by a few who were lucky enough to survive." (10) This is laughable. Do the testimonies of Elie Wiesel and Primo Levi brim with joy? [*Non, mais il nous font beaucoup rire*] The banal complements the bizarre. "Nazism," Gross muses, "is a regime that taps into the evil instincts of human beings." Recalling Poles who collaborated first with the Soviets and then with the Nazis, Gross offers the profound reflection that some people are political opportunists. He goes on to ground this phenomenon "in the logic of incentives one encounters within the totalitarian regimes of the twentieth century." (11) Yet, political opportunism is hardly peculiar to these regimes. Gross needn't have looked further than his own colleagues at New York University like Professor Tony Judt who moved from fashionable leftism to fashionable anti-Communism as the winds shifted in American cultural life. (12)

Gross's book is **standard Holocaust industry literature**. Two dogmas inform this literature: 1. The Holocaust marks a categorically unique historical event; 2. The Holocaust marks the climax of an irrational Gentile hatred of Jews. Neither dogma withstands scholarly scrutiny. Both, however, are politically useful: unique Jewish suffering confers unique Jewish moral entitlement; and, if Gentile hatred of Jews is irrational, Jews bear no responsibility for this animus.

"This is a rather typical book about the Holocaust," Gross begins, "for, as is not true of historical studies we write about other topics, I do not see the possibility of attaining closure here." Being part of the Holocaust, Jedwabne is, "at its core, a mystery." Unlike atrocities elsewhere, we can only proceed "as if it were possible to understand." (Gross's emphasis) (13) Indeed, Gross repeatedly emphasizes that it took him fully four years to grasp the "factuality" of what happened. (14) In Jedwabne, up to 1,600 Jews were slaughtered by their Christian neighbors. In Rwanda, more than 500,000 Tutsis were slaughtered by their Hutu neighbors. Rwanda, however, is comprehensible: it's not The Holocaust.

The central thesis of *Hitler's Willing Executioners* is that the German people's irrational hatred of Jews - sometimes "latent," sometimes "manifest" - was the main cause of the Nazi holocaust. All Hitler did, according to Goldhagen, was "unleash the pent-up antisemitic passion." Gross similarly depicts Jedwabne. Although on "good terms with the Poles," the Jews of Jedwabne were "always mindful of a latent hostility... among the surrounding population" nurtured by "medieval prejudice about ritual murder." (15) Suddenly, in July 1941, this latent hostility turned lethal. With the Nazis' role "limited, pretty much, to their taking pictures," the "Polish half of a town murder[ed] its Jewish half" for "God-knows-what" reasons. (16) As with Goldhagen, Gross's account is a monument to question-begging. Why, for example, did this homicidal impulse burst forth in July 1941, but not before? Gross himself observes that "nothing of the sort has been recorded" in modern Polish history. (17) Indeed, by casting Jedwabne within the ahistorical framework of the Holocaust industry -- a categorically unique event in which Gentiles exterminate Jews for unfathomable reasons -- Gross precludes meaningful insight.

II.

Although it briefly aroused passions in Germany, *Hitler's Willing Executioners* left no enduring mark. Germans were confronting their "Jewish question" long before Goldhagen, and his book contributed nothing new. It seems, however, that Poles haven't come to grips with their "Jewish question" and

Gross did unearth some new material. The shock and sensation which Gross's book evoked in Poland suggests that Poles have been in denial about ugly aspects of their past. Thus, however incomplete and ideologically tainted, *Neighbors* has the potential of stimulating a useful and necessary debate in Poland. Yet, this potential might be squandered due to the issue of Holocaust compensation. Instead of firmly separating the question of anti-Semitism from compensation, Gross knots them together. With Gross's blessing, *Neighbors* has become another weapon of the Holocaust industry in the shakedown of Poland. Tragically, the outcome of Poland's soul-searching will likely be a revival of the ugliest anti-Semitic stereotypes.

In a recent article, "Mrs. Marx's Pillow," Gross alleges that Poles connect his book with Holocaust compensation because they "spontaneously associate Jews with money." (18) Yet, a chapter of *Neighbors* is devoted to "Who took over the property?" Gross's elevation of this question to a "big subject" is puzzling since he reports that it didn't command attention from Jewish survivors. (19) Here Gross falls into another one of his contradictions. We have seen that *Neighbors* portrays Jedwabne as an incomprehensible event where Poles slaughtered Jews for "God-knows-what" reason. In this chapter, however, he suddenly discovers that "the desire and unexpected opportunity to rob the Jews...was the real motivating force." (20) But why then is Jedwabne such a mystery? Crimes on a far greater scale have been committed for enrichment. (The colonization and expropriation of the New World and Africa resulted in the deaths of countless millions.) (20) Be that as it may, the unstated upshot is that justice requires returning the stolen property. In "Mrs. Marx's Pillow," Gross explicitly makes this case.

Gross recalls the story of a German woman whose conscience was tormented even fifty years after the war because she still owned the pillow of a murdered Jew. (21) Essentially this is, for Gross, the Polish challenge: to reconcile with its past -- to atone for Jedwabne -- Poland must return "Mrs. Marx's pillow." "It is only the lack of sympathy and mourning for those who were murdered," according to Gross, that makes the property claims of Jewish heirs "so vexing and irritating a problem." On the other hand, "those who finally weep over the fate of their Jewish fellow-citizens... will...part with 'Mrs. Marx's pillow' without a trace of regret." "The choice we face," he concludes, "is not difficult." Indeed it wouldn't be -- if matters were so simple.

In the first place, the Holocaust industry doesn't merely want back "Mrs. Marx's pillow": it wants her whole house -- and more. Although "the scale of claims is potentially huge," Gross reassures, "no one will ever turn up to claim a great deal of what remains in our hands." But the claims on Poland are not tied to individual victims or their heirs coming forward. In fact, the Holocaust industry is laying claim to hundreds of thousands of parcels of Polish land valued in the many tens of billions of dollars. Gross can hardly be unaware of this.

Meeting these colossal demands, moreover, will never achieve true reconciliation. The Holocaust industry represents neither "those who were murdered" nor Jewish survivors and heirs. It is an extortion racket wrapped in the mantle of Jewish suffering. Consider recent developments. In the name of Holocaust victims, the Holocaust industry seized control of denationalized properties worth billions of dollars in the former East Germany. The legitimate Jewish heirs are currently suing the Holocaust industry to return their properties. Nearly all the monies in the Swiss banks settlement will go not to Jewish survivors or heirs but into the coffers of Jewish organizations. In the German settlement, the Holocaust industry will also almost certainly keep most of the monies designated for former Jewish slave-laborers.

While Gross acclaims Poland's "joyful new reality" in which American lawyers "help" settle Holocaust property claims according to the rule of law, even the conservative, pro-business *Wall Street Journal* denounces these same lawyers as "The New Holocaust Profiteers." (22) (To be sure, the *Journal* only attacked the Holocaust lawyers after they began targeting big US corporations like IBM.) Gross contrasts Poland's "joyful new reality" with the "lawlessness" of its Communist past, when "might made right." In this "joyful new reality," however, the US government, acting at the behest of the Holocaust industry, deploys the crudest strong-arm tactics to force Poland's submission. Repeating the Holocaust industry's favorite propaganda line, Gross writes that "we are dealing here with a question of ethics, and not of accountancy." In fact, we are dealing here with a question of Holocaust hooliganism, plain and simple.

Gross anguishes that "we must be prepared to give" the property back, "we will have to pay for the moral debasement of a generation of our ancestors," and so on. Who is this "we"? For the past 30 years Gross has resided in the United States. He holds American citizenship and teaches at a prominent American university. What sacrifices will he suffer if the Holocaust industry bankrupts Poland? Indeed, the US government bludgeons Poland to pay Holocaust compensation. But the US kept substantial assets of Holocaust victims deposited in American banks during World War II. Shouldn't Gross instruct his current government in morality? Clearly the US can better afford to pay Holocaust compensation than Poland. It can also better afford to pay -- but hasn't -- compensation to the numerous victims of US crimes, from Native Americans and African-Americans to Southeast Asians and Central Americans.

For sheer cynicism, however, Gross doesn't even hold a candle to Israel's ambassador in Poland, Shevach Weiss. In a recent interview Weiss avows that Poland's curb on Jewish property claims from before World War II "offends me as a man, as a Polish Jew, but also as a liberal and a democrat." He decries the injustice that Jews "die with a sense of being treated unjustly," that under the Communist regime "they had to make time-consuming efforts to obtain visas which the Polish authorities could refuse to give," and that now they visit their former homes and shops in Poland, but "cannot go inside." Isn't this exactly the plight of Palestinian refugees? Speaking of Jebwabne, Weiss expresses shock that Poles could kill their Jewish neighbors "and afterwards they came back to their homes, took their wives to bed, had their breakfast next day, and later still they went" to pray. Isn't this what Israelis do in the West Bank and Gaza every day? Indeed, one cannot but wonder if serving a Prime Minister guilty of massive war crimes and crimes against peace also offends Weiss "as a liberal and a democrat." (23)

Finally, Gross lectures Poles that "we must...confront our own past," and lashes out at Polish professors for their silence on Poland's anti-Semitic past. Yet, Americans must also confront their past and American professors are equally silent about US crimes. Certainly, an American professor faced far fewer penalties for telling the truth than a Polish professor under the Communist regime. The president of the New School for Social Research -- right down the block from New York University, where Gross teaches -- committed heinous war crimes in Vietnam. Has Gross demanded his criminal indictment? Poland promises to prosecute the Polish perpetrators of the Jedwabne massacre. Is it even conceivable that the US government would bring to justice its war criminals?

It takes precious little courage to lecture Poland on morality from the comfort of New York City. Until he applies to his current government and himself the standards he preaches to Poles, Gross's pieties don't merit consideration.

Endnotes

1/ *Neighbors*, 15, 28. 2/ *id.*, 216n5. 3/ *id.*, 124. 4/ *id.*, 127. 5/ *id.*, 120-1. 6/ *id.*, 134. 7/ *id.*, 241n2. 8/ *id.*, 77, 107, 121. 9/ T: 258. 10/ *Neighbors*, 141-2. 11/ *id.*, 117. 12/ Judt supplied a rave review ("truly pathbreaking...the work of a master historian") for the cover of the American edition of *Neighbors*. Like *Hitler's Willing Executioners*, Gross's English text is riddled with the pretentious language of pseudo-scholarship - "historiographical topos," "hyperbolic trope," "this methodological imperative flows from the very immanent character of all evidence," "everything in the history of a society is in rapport with everything else," and so forth. (N: 11, 21, 141, 168) With such profundities in mind, a writer once quipped: "It sounds like thunder but is actually a snore." 13/ *Neighbors*, 12-13, 21, 132. 14/ *id.*, 21, 140. 15/ *id.*, 37-8, 123-4, 150. 16/ *id.*, 9, 78, 125. 17/ *id.*, 122. 18. *Tygodnik Powszechny*, 11 February 2001. Gross is quick to accuse his Polish critics of anti-Semitism. In *Gazeta Wyborcza*, he denounces a Polish professor for reviving the "anti-Semitic cliché...that the Jews 'went like sheep to the slaughter' during the war." ("'Comprehensible' Murder?" 25-26 November 2000; cited in T: 99) In fact Holocaust chroniclers, including Emanuel Ringelblum, typically used this phrase. 19/ *id.*, 105. 20/ *id.*, 110. Yehuda Bauer, the high priest of Holocaust orthodoxy, reports: "No serious historian has ever claimed that robbery was the basic reason for the murder. Robbery was the outcome of the Holocaust, not its cause" (*Rethinking the Holocaust* [New Haven: 2001], 48). Thus, if the main motive behind the Jedwabne massacre was enrichment, it cannot be reckoned a chapter in the Holocaust. 21/ Unless otherwise indicated all ensuing quotes are from "Mrs. Marx's Pillow." 22/ 11 April 2001. 23/ "Interview with Shevach Weiss, the Israeli ambassador in Poland," in *Gazeta Polska* (28 March 2001).

<<http://www.normanfinkestein.com/id113.htm>>

[An abridged version of this text appeared in the Polish periodical, *Rzeczpospolita*, on 20 June 2001.]

On sait que N. Finkelstein est un exterminationniste absolument convaincu. Il se dit même partisan des plus anciennes versions du temps où on ne parlait pas encore d'«Holocauste» mais d'extermination. Il pratique une amère dérision par rapport à nombre de livre récents. Ce que nous voudrions connaître, c'est

le critère qu'il utilise pour séparer le bon grain de l'ivraie, pour faire le choix entre les témoignages qu'il accepte et ceux qu'il rejette.

ROMPRE LES SIX LANCES

Le Premier ministre Ariel Sharon a vivement critiqué les Etats européens, pour les positions qu'ils ont adoptées dans le conflit opposant Israël aux Palestiniens. Il leur a reproché de ne s'intéresser qu'aux événements se déroulant chez Yasser Arafat, sans avoir une seule fois tenté de prendre contact avec lui-même, Ariel Sharon, pour lui exprimer leurs peines après les horribles attentats perpétrés en Israël. Dans une interview accordée à *Galei Tshahal*, la radio de l'armée, Sharon a ajouté qu'à son avis, si ces pays avaient un tel comportement actuellement, **c'était en raison du silence qu'ils avaient observé, pendant la seconde guerre mondiale, lorsque des millions de Juifs avaient été massacrés par les Nazis, et c'était pour cela qu'ils accusaient à présent les Israéliens d'agir comme des criminels.**

Arutz 7 , 21 avril 2002

Le Zolocauste, hein, c'est-y pas du nanan ?

FALSO CULO

Jorge Semprun, faux cul de partout

«Je crois qu'il faut refuser tout a priori. Sur la liberté d'expression, il faut faire preuve à la fois d'une extrême délicatesse et d'une extrême brutalité. C'est souvent insupportable, mais personne, aucun tribunal, ne peut dire à l'avance que ceci ou cela peut ou ne peut pas être écrit ou filmé. Il ne peut y avoir d'interdit.

«Mais il y a une limite. Il ne faut jamais inventer, rajouter un crime pour mieux rendre compte de la terreur. Même les témoignages peuvent céder à la tentation de l'exagération homérique. Ainsi un déporté de Buchenwald a écrit avoir assisté à la pendaison de 45 Russes. Or, son numéro matricule l'attestait, il a connu la même période que moi. A cette époque, après Stalingrad, même le plus fou des SS n'aurait jamais fait pendre 45 Russes à la fois. On peut sans doute confirmer l'erreur par des documents, mais elle est évidente, parce que si les SS avaient fait cela, les 3000 Russes présents dans le camp se seraient jetés à mains nues sur eux. Ces Russes étaient de jeunes barbares, pas du tout l'"homme nouveau" du communisme, mais c'étaient les plus courageux.

«C'est la seule limite que je me sois fixée d'avance, inconsciemment, puis explicitement. **Parce qu'il ne faut pas donner prise aux négationnistes**, qui utilisent les erreurs des témoins pour détruire tous les témoignages, démolir un écrivain ou un témoin qui les gêne. Avant d'écrire *Le Grand Voyage*, j'avais peu lu sur les camps, mais j'avais lu certains écrits révisionnistes, et j'ai continué plus tard, à mesure qu'ils paraissaient. **J'ai un contentieux direct, personnel avec Rassinier, parce qu'il se trouvait à Buchenwald à la même époque que moi.** Je peux démontrer que cet homme qui critique les témoignages est un faux témoin du début à la fin sur Buchenwald. J'ai certes inventé des personnages, mais jamais on ne pourra me dire: "Vous avez inventé Buchenwald, comme vous avez inventé le gars de Semur."»

Le Monde des débats, 14, mai 2000.

<<http://www.celf.fr/semprun.htm>>

Nous offrons à ce type qui a trempé son faux-cul dans tous les râteliers de publier sa "démonstration" selon laquelle Rassinier serait un faux témoin. Aucun ancien déporté ne nous a jamais dit ça. L'ancien stal Semprun aurait donc des révélations à faire. Elles nous intéressent.

ENCORE VICTIMES

In light of the now-renewed rhetorical offensive against Israel, Foxman said, "Durban was the dress rehearsal to see if this kind of anti-Semitism could sell. And with all these well-meaning people there who would have laid down their lives for others, **no one was willing to stand up for the Jews.**" **[Franchement, on ne voit pas pourquoi...]**

With Israel's siege of Palestinian cities, refugee camps and the Ramallah headquarters of Yasser Arafat, Israel has been barraged with **Holocaust denials**, **Nazi comparisons** and blood libels that circulate globally via the Internet.

On March 7, according to the ADL, the director of the Palestinian News Agency, Ziad Abd-al-Fatah, said: "What they are doing now to our people is a «Holocaust» in every sense of the word, while what happened to them was not a «Holocaust» **since researchers doubt its veracity and the testimonies are also doubtful.**"

<<http://www.jta.org/story.asp?id=020408-mike>>

RADIATEUR À GAZ

L'Etat d'Israël est fondé sur le mythe de l'Holocauste

Le 9 avril était jour de commémoration des victimes de l'Holocauste.

(...) Alla Gerber, qui préside la fondation pour l'Holocauste, évoque ses souvenirs (...)

Le Congrès juif russe a distribué ce jour une déclaration dans laquelle il est dit ceci: "Au moment où nous rendons hommage aux six millions de juifs qui sont morts dans le feu de la deuxième guerre mondiale, nous ne pouvons pas ne pas faire le rapprochement entre les événements tragiques qui se sont produits il y a soixante ans et ce qui arrive aujourd'hui aux juifs et à l'Etat juif. (...)

Quant à l'Holocauste de la deuxième guerre mondiale, les recherches les plus récentes, réalisées par des chercheurs de différents pays, sur le génocide des juifs et le nombre réel de victimes fait apparaître des exagérations et des dénaturations multiples et injustifiées des événements réellement survenus.

Une conférence a été consacrée à Moscou aux problèmes du mondialisme. L'un des intervenants a expliqué qu'après avoir examiné, à l'aide d'un appareil spécial électromagnétique, les emplacements des fosses communes de deux camps (Treblinka et Belzec), il était devenu évident que la "version officielle" de ces fosses ne résistait pas à la critique: la terre n'avait subi aucune intervention extérieure, etc.

Précisons ici que les adversaires de l'Holocauste (ou les révisionnistes, comme on les appelle souvent) ne cherchent pas à prouver au monde que les juifs n'ont pas été persécutés dans l'Allemagne nationale-socialiste, ni que les juifs n'ont subi aucune perte pendant la guerre. Ils estiment que les nazis n'éliminaient pas uniquement les juifs. Ils pratiquaient leur politique génocidaire à l'égard des Tziganes, des Slaves et d'autres représentants de races inférieures. Aucune nation au monde n'a souffert autant pendant la guerre que le peuple biélorusse. Mais personne n'en parle.

Valery Lebedev, qui a lu "Le Mythe de l'Holocauste", déclare: "[Moi qui ai travaillé dans l'industrie du gaz, je m'en veux de n'avoir pas découvert ça plus tôt] Il n'y a jamais eu de juifs tués dans des chambres à gaz des camps nazis puisqu'il n'y avait pas de chambres dans ces camps. Les bombardements sur l'Allemagne et l'évacuation des camps bloquaient l'approvisionnement des camps: les gens étaient affamés et, surtout, des épidémies de typhus ont commencé à ravager les camps. La maladie se répandait avec les poux et les Allemands désinsectisaient les vêtements à l'aide de l'insecticide Zyklon-B. On a retrouvé des boîtes de cet insecticide à Auschwitz et on l'a considéré comme l'arme utilisée pour tuer les juifs."

Les révisionnistes estiment à environ 150.000 le nombre de juifs morts à Auschwitz et affirment qu'aucun n'a été gazé. La raison principale d'un tel taux de mortalité réside dans les épidémies de typhus.

Il est impossible, bien sûr, de traiter de toute cette question dans un article de presse. Mais le fait qu'il soit illégal dans de nombreux pays d'Europe de discuter des différentes versions de l'Holocauste montre à quel point la question est d'importance. Tout d'abord, l'Etat d'Israël a été fondé sur le mythe de l'Holocauste. Sans ce mythe, le monde n'aurait jamais permis l'existence d'Israël, à l'époque où l'on décolonisait partout dans le monde. (...) Cette implantation des juifs au Moyen-Orient s'est faite de manière brutale: par des massacres, par la destruction de nombreux villages arabes et par l'expulsion d'une grande partie de la population palestinienne hors du pays de leurs ancêtres. (...)

Peut-on comparer le combat des Palestiniens à ce qu'ont subi les juifs sous Hitler?

Sergey Stefanov

Pravda.Ru, 10 avril 2002

<<http://english.pravda.ru/main/2002/04/10/27496.html>>

Mis en français d'après la traduction anglaise de Dmitry Sudakov

LE GÉNOCIDÉ NÉGATEUR...FAUT LE FAIRE

Le 9 février 2002, à Erivan, capitale de la république arménienne, a été présenté devant l'Union des écrivains arméniens un livre de Romen Yepiskoposyan, titré *Système national*, en arménien et en russe, selon le chargé des relations extérieures de la communauté juive arménienne, Artak Varzhapetyan. Ce livre affirme que les ennemis principaux des Arméniens sont les juifs et les Turcs: "dans le monde contemporain, il y a deux nations qui sont porteuses du mal du genre le plus concentré et le plus agressif. Il y a les juifs, destructeurs de nation qui cherchent à détruire et à décomposer, et les Turcs, tueurs de nations, qui dévastent et écrasent."

Une des parties du livre s'intitule "la plus grande falsification du XXe siècle"; elle nie l'Holocauste, disant que c'est un mythe inventé par les sionistes pour discréditer les "Aryens". "La plus grande mystification de l'histoire des hommes est le mythe de l'Holocauste...personne n'a été tué dans des chambres à gaz... Il n'y avait pas de chambres à gaz".

Nouvelle provenant de "l'Union des Conseil des juifs russes", 20 février 2002.

<<http://www.fsumonitor.com/stories/022002Armen.shtml>>

CHACONNE CONNE

Il y a des gens qui vont trop au cinéma. Une incertaine Valérie Cadet entreprend de rendre compte d'un prétendu documentaire à la télé, qui passe le 13 avril, ou plutôt le 14 à 00 h 05, sur France3, "La chaconne d'Auschwitz". C'est un condensé de l'ignorance et de la stupidité et ça tient en quelques lignes que voici:

"Ce sont douze survivantes d'Auschwitz-Birkenau. Douze femmes de toutes origines, **seules rescapées** parmi la quarantaine de musiciennes qui constituaient l'orchestre du camp. Cet orchestre **devait jouer pour le plaisir des bourreaux**, pendant la sélection de ceux que l'on destinait à la chambre à gaz, pendant que **d'autres creusaient les fosses**, et elles n'avaient pas d'autre choix que de «s'exécuter». Et ainsi de suite (*Le Monde télévision*, 6 avril 2002). Quelles chaconneries...

MUES DE PRINTEMPS

Le retournement de la mémoire par Georges-Arthur Goldschmidt

C'est donc en Palestine, ce point minuscule du globe terrestre, que se joue peut-être le destin de la mémoire du monde occidental, une fois de plus, à travers l'infini malheur des hommes, à l'intersection des aveuglements. Il y a désormais un irrévocable renversement de la mémoire, **peut-être une tragique normalisation du crime absolu de la Shoah**, étouffé par une **simple** occupation militaire et les exactions qu'elle comporte. (...)

Or, **toute l'histoire** des cinquante dernières années a consisté à cerner enfin l'innommable crime, à l'intégrer si possible. Et voici soudain que, par la faute d'un militaire obstiné, d'un peuple pris dans l'aveuglement de la peur et de l'enfermement, cette mémoire se retourne tout d'une pièce et définitivement, si bien que **les juifs seront désormais assimilés à un Etat qui opprime tout un peuple**, mémoire ineffaçable et qui risque de recouvrir celle des effroyables attentats à coups de bombes humaines et peut-être même celle même de la Shoah. (...)

Tragique retournement de l'histoire (...) Il y a là de quoi faire pour les cinq siècles à venir qui, à juste titre, n'oublieront pas les maisons détruites, les églises occupées, les malades non secourus et les gens en pleurs. Les humiliés qui humilient, les victimes qui persécutent, c'est peut-être la dernière trouvaille du cynisme sans limites des anciens persécuteurs (souligné par nous). Il aura réussi à muer désormais dans la conscience collective les anciennes victimes en nouveaux bourreaux, en établissant la confusion entre des êtres humains comme les autres, les juifs, et Israël, un Etat comme un autre.

Non, pire qu'un autre. Si on ne veut pas s'attirer l'opprobre, on commence par ne pas massacrer les gens pour piquer leur place.

COMMENT ON ACHÈTE LA POLOGNE

An international conference entitled **Unsettled Past** will be held in Warsaw at the Ministry of Foreign Affairs and the Victoria Hotel on 17 and 18 April "on the occasion of the presentation of **the project of the Museum of the History of the Polish Jews.**"

Sponsors are the Association of the Jewish Historical Institute of Poland and the Museum of the History of the Polish Jews. Speakers include:

Marian Turski, chair of the boards of the above organizations, Professor Israel Gutman (Yad Vashem), Vladka Meed (survivor -- NYC), Hon. Wladyslaw Bartoszewski (Warsaw -- historian, activist, former Foreign Minister), Prof. Barbara Engelking-Boni (Warsaw).

(...) President Aleksander Kwasniewski will receive the delegates at the Presidential Palace and a live "debate" on the project will be aired that evening on Channel one of Polish Television (TVP) at 21.35 Warsaw time.

HISTOIRE TRÈS BELGE PAS DRÔLE

Siegfried Verbeke est le directeur de la fondation belge VHO, "Vrij Historisch Onderzoek", (Libre recherche historique). Il a fait savoir que le 12 février, les autorités belges lui ont intimé l'ordre de fermer VHO. Elles ont confisqué la boîte postale située à Berchem, dans la banlieue d'Anvers. Verbeke a été mis en garde à vue pendant 24 heures. Ses appartements ont été perquisitionnés à deux reprises. Il est convoqué et interrogé par la police à peu près chaque semaine. Les activités commerciales de vente de livres et de brochures sont suspendues. La magistrature, la gendarmerie et les polices belges, qui ont montré la plus effarante incompetence dans diverses affaires très graves, comme celle des meurtriers du Brabant ou l'affaire Dutroux et d'autres affaires similaires, ont du temps et de l'énergie pour persécuter des écrivains et des éditeurs-imprimeurs qui ne font qu'exercer leur droit fondamental à la liberté d'expression, garanti par toutes les conventions internationales. Elle doivent se souvenir qu'à une époque encore récente le ministère de l'intérieur était dirigé par Jean Gol, agent du Mossad. La Belgique n'en a plus pour longtemps, avant de disparaître dans ses grotesques contradictions.

AU COURRIER

xxx@netcourrier.com

To : aaarghinternational@hotmail.com

Date : Tue, 9 Apr 2002 01:14:08 +0200 (CEST)

C'est avec peine et tristesse que j'ai découvert votre site et notamment les textes de Faurisson. J'ai passé dix jours à lire les deux mille pages de ses *Ecrits révisionnistes*, au terme desquelles j'ai reçu la claque morale de ma vie et ai dû remettre en question toute une partie de mon éducation. Peine et tristesse, car j'ai perdu une amie en osant lui parler de «la mystification du XX siècle», et parce que j'ai compris le sens du mot propagande.

Je me considère comme un esprit libre. Je ne regarde plus la télé comme avant; je ne lis plus le journal comme avant; je ne suis ni antisémite ni pro-palestinien pour autant, car il me semble qu'une large part des juifs croit sincèrement à la chambrage et aux kandlamor. Pour aller au bout de mon raisonnement, j'ai jeté un oeil au site phndn.org (de karmasyn que vous connaissez bien) et ai acheté *La Destruction des Juifs d'Europe* de Raul Hilberg himself. Rien de convaincant, quoique il serait préférable que vous réfutiez certains arguments qui pourraient piéger celui qui n'a pas lu véritablement de textes révisionnistes (par exemples la réponse à l'opuscule négationniste en 66 points). Si vous ne l'avez pas détectée, je vous recommande cette perle de Hilberg dans le tome 2 de son immense pavé dans la collection folio, à la page 762, note de bas de page 43 :

«Les informations relatives au nombre et aux dimensions des chambres à gaz existant dans chaque camp ne reposent pas sur des documents, mais sur les souvenirs des témoins [CELA SIGNIFIE QU'IL N'A JAMAIS FOUTU LE DEBUT D'UN ORTEIL DANS UN CAMP, COMME L'A CONFIRME LE PROCES ZUNDEL]. Tous déclarent que les nouvelles chambres étaient plus grandes que les anciennes (on a estimé à 1500 personnes la capacité de gazage simultané à Belzec, pendant l'été 1942). Le décompte des chambres à gaz s'établit ainsi :

Belzec : 3, puis 6

Sobibor : 3, puis 4, 5 ou 6

Treblinka : 3, puis 6 ou 10

[QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE ? EST-CE 4, 5 OU 6 ? QUE NOUS MONTRE-T-ON DANS CES CAMPS ? TELLE PIECE EST-ELLE UNE ARME DU CRIME ? OUI OU NON ? QUELLE EXPERTISE A ETE REALISEE ?].

Il est probable [PROBABLE...] que chaque installation était conçue sur le même plan de base; le chiffre représente sans doute [SANS DOUTE...] la capacité initiale, six la capacité des nouvelles chambres. [ETC...] »

J'adresse mes plus profonds respects à Monsieur le Professeur Faurisson, qui a déjà convaincu une personne, qui a elle-même convaincu dix autres personnes.

L'avenir appartient à la vérité.

Bêtimentvotre,

Autre courrier:

«sophistes de merdes».

De <Runlabes@aol.com> 6 avril 2002.

Pourquoi le second mot est-il au pluriel ?

MAUVAISE RÉPUTATION

«Pour info, votre site est répertorié dans la liste des principaux groupes contestataires de la mondialisation (les radicaux), page 64, dans les cahiers français No 305, nov.-déc. 2001: "mondialisation et inégalités". Comme quoi il ne faut jamais désespérer: une mauvaise réputation n'est jamais définitivement gagnée.»

Nous sommes classés aussi au quatrième rang du "top ten" des sites à détruire par un groupe de juifs italiens très affolés:

<<http://www.radar-ebraico.org>>

POUBELLE DIRECTE

"C. a envoyé une information sur Bauer et son acolyte Raufer prise sur le site d'Amnistia en faisant de la pub pour cette puante tanière daeninienne. Il serait utile de signaler qu'à côté de quelques infos, ce machin contient un grand nombre de calomnies et de délires contre bien des camarades (dont le soussigné) qui n'ont pas de leçon d'intégrité militante à recevoir de ces crétins stalinoïdes. Qu'Amnistia s'est fait une spécialité de la dénonciation complotiste paranoïaque tous azimuts et que ce type d'"enquêtes interdites" mérite la poubelle direct." 12 avril 02

Serge Quadrupani sur Infozone.

VIEILLES FORGERIES

Révisionnisme contre mensonge historique par Serge de Beketch

La fausse prière de Jean XXIII

L'imposture du film *Amen* a réveillé dans la mémoire des collectionneurs de mensonges historiques la vieille mais intéressante affaire de la fausse prière de Jean XXIII pour les juifs.

Elle montre qu'une pure et simple forgerie, identifiée et dénoncée plusieurs fois, peut cependant s'imposer comme vérité officielle interdite à toute révision.

Il suffit pour cela que ceux qui y trouvent avantage répètent sans cesse le mensonge et que ceux qui n'ont pas d'autre intérêt à démentir que le souci gratuit de la vérité se lassent.

Ce qui est, en somme, une assez bonne définition du combat révisionniste contre le mensonge légal et explique pourquoi le professeur Faurisson a étudié cette étonnante histoire...

En janvier 1965, un certain F.E. Cartus, présenté comme observateur catholique romain au concile, signe dans une revue juive américaine, *Commentary*, un article qui cite une prière de repentance à l'égard des juifs attribuée à Jean XXIII mort sept ans plus tôt.

"Nous sommes aujourd'hui conscients de ce que beaucoup, beaucoup de siècles d'aveuglement ont offusqué nos yeux de sorte que nous ne pouvons plus ni voir la beauté de Ton Peuple élu ni reconnaître sur leurs faces les traits de nos frères privilégiés. Nous nous rendons compte de ce que la marque de Caïn est inscrite sur nos fronts. Au cours des siècles, notre frère Abel est resté étendu dans le sang que nous avons versé ou répandu les larmes que nous provoquons par notre oubli de Ton Amour. Pardonne-nous la malédiction que nous avons faussement attachée à leur nom de juifs. Pardonne-nous de T'avoir une seconde fois crucifié dans leur chair. Car nous ne savions pas ce que nous faisons..."

En octobre 1966, cette prétendue prière ayant été citée par certains journaux catholiques, la Secrétairerie d'Etat, qui avait gardé le silence face à la fable de la presse juive, publie un démenti catégorique et circonstancié : "*La Documentation catholique* du 2 octobre 1966 (No 1479, col. 1728) reproduit, d'après *La Liberté de Fribourg* du 9 septembre précédent, une «prière de Jean XXIII pour les juifs» et affirme que les milieux du Vatican en auraient confirmé l'authenticité. Il s'agit, en réalité, d'un faux."

Le Vatican révèle que *La Documentation catholique* a copié *La Liberté de Fribourg* qui avait repris ce texte du journal hollandais *De Tijd*, lequel l'avait trouvé dans *American Commentary*.

Du coup, *Le Monde* publie un article intitulé: "La Prière pour les juifs attribuée à Jean XXIII est apocryphe" où le correspondant permanent du journal à Rome, se gardant bien de citer la Secrétairerie d'Etat, entretient l'équivoque en prétendant tenir cette "assertion catégorique" d'une "source compétente du Vatican".

Six mois plus tard, en avril 1967, Henri Fesquet, envoyé spécial du *Monde* au congrès de l'amitié judéo-chrétienne de France qui se tient à Lyon, écrit cependant: "Jean XXIII n'avouait-il pas : «Le signe de Caïn est gravé sur nos fronts. Des siècles et des siècles d'aveuglement ont fermé nos yeux. Pardonne-nous, Seigneur, de t'avoir crucifié une seconde fois dans la chair des juifs. Car nous ne savions pas ce que nous faisons» ?"

Il faudra dix jours au *Monde* pour se fendre d'un nouveau démenti sous le titre vague de "Jean XXIII et les Juifs": la "prière" citée a été "puisée dans l'ouvrage Rome et les juifs" de M. P.E. Lapidé, "tardivement" (?) démenti par Mgr Capovilla.

Mais sept ans plus tard, quand un certain Paul Samuel, de Paris, proteste contre l'attribution par le Vatican du prix Jean XXIII à l'UNESCO dénoncé comme assujéti "à la dictature du totalitarisme pétrolier" et souligne que "le plus grand pape du vingtième siècle, Jean XXIII, n'aurait pas agi ainsi" avant de citer à l'appui de son réquisitoire le texte de la fausse prière, *Le Monde* publie ce faux sans y ajouter, cette fois, la moindre mise en garde.

Ce n'est que parce que, justice immanente, un lecteur juif manifeste son indignation devant le silence observé jusqu'ici sur un texte aussi important que *Le Monde*, pour se défendre, signale le mensonge.

Mais il le fait dans un tel pilpoul sémantique que le lecteur peut croire que la revue *Commentary*, dont le caractère communautaire est passé sous silence, a été non pas le premier responsable du mensonge mais sa première victime.

En janvier 1989, nouvelle imposture: *Le Monde* publie un texte d'un certain Alexandre Szombati, spécialiste autoproclamé de la Shoah et contempteur du révisionnisme, assurant qu'un pape a reconnu "le signe de Caïn sur nos fronts".

Pour le coup, *Le Monde* ne publie aucune mise au point.

Si bien qu'en septembre 1989, dans une émission de *La Cinq* sur le Carmel d'Auschwitz, Jean Kahn, polyprésident communautaire de son état, peut lire la "prière" de Jean XXIII devant un prêtre, qui, ignorant probablement tout de l'affaire, ne signale pas qu'il s'agit d'un faux.

Le faussaire récidive donc aussitôt en annonçant que Mgr Decourtray, alors évêque de Lyon, a ordonné la lecture dans toutes ses paroisses de la "prière de Jean XXIII", ce qui revient à forcer la main du primat des Gaules.

Le Monde ne publiera plus jamais le moindre démenti ni la plus succincte mise au point sur le caractère fictif de la fameuse prière que, périodiquement, un imposteur conscient ou pas ressort, comme, dans l'avenir, on ressortira les mensonges de Costa Gavras.

Le Libre Journal, (4 place Franz-Liszt, 75010 Paris), n° 263 du 11 avril 2002.

VIENS POUPOULE

Extrait d'une interview d'Itamar Marcus

EK C'est aujourd'hui la veille de la journée Commémorative de l'Holocauste (Yom Ashoa). Est-ce que nous trouvons dénégation de l'Holocauste, et thèmes Nazis, dans la presse arabe palestinienne?

IM d'un côté, ils nient qu'il y avait un Holocauste. De l'autre côté, ils disent que les Juifs font maintenant ce qui leur a été fait durant. Toujours sous un autre angle: un grossiste de livres de Ramallah a publié sa liste de livres à succès et parmi les six premiers livres à succès se trouvait le *Mein Kampf* de Hitler. Ainsi, il y a souvent de l'intérêt. "Quand une société vous apprend que vous êtes obligés de tuer des Juifs comme un idéal à atteindre, cela va entraîner un intérêt pour le Nazisme. Mais comme une règle, ils nient la Shoah. Je donnerai un exemple, un article qui a paru dans le Journal officiel l'année dernière. Dans son livre récemment publié sur l'Holocauste, un chercheur américain prouve scientifiquement et chimiquement que le chiffre de six million de Juifs brûlé dans les camps Nazis est un mensonge, un chiffre fabriqué dans un but de propagande. Les chambres dans les camps n'étaient pas assez grandes pour s'occuper de 1% du nombre de victimes supposé". L'article va plus avant et demande: "Est-ce que la poule qui pond des oeufs d'or pour les Juifs partout où ils se trouvent n'arrive pas à sa date d'expiration?"

C'est leur attitude. Nous, par notre côté diabolique, nous avons inventé l'histoire de l'Holocauste, dans un but de gain direct, et la poule qui pond des oeufs d'or nous permettrait un profit financier et nous attirerait un profit politique. Nous avons volé "la Palestine", ils apprennent de plus le "mythe de l'Holocauste". Tout ce qui se passe, même l'Holocauste, est retourné, entre leurs mains, en un outil pour mieux vilipender les Juifs.

*Le jour du Yom Hashoa, le 8 avril 2002, Palestinian Media Watch que dirige Itamar Marcus a été interviewé sur le Radio d'Israël « Reshet Bet » au sujet de l'antisémitisme et du **Négationnisme palestiniens**. La radio Reshet Bet est la station de radio la plus écoutée d'Israël, avec 34% d'audience nationale, soit environ un million d'auditeurs, quotidiennement.*

CHRONIQUE DU DINDON -- No 4

Préambule : Avec l'accès à l'Internet, nombre de gens réalisent que les média francophones belges ne relaient plus que ce qui est autorisé par un pouvoir occulte. Occulte car non-officiel et difficilement identifiable, ce pouvoir propage son idéologie "droidlommesque" par la contrainte morale et physique puisque la loi du traître Philippe Moureaux condamne à l'emprisonnement tout propos jugé incorrect. La pensée est atteinte, elle ne peut plus s'exprimer et ceux qui, les premiers devraient la défendre, les journalistes, sont acquis, vendus ou effrayés. Tintin, "reporter au petit XXe" a baissé son pantalon !

Le temps est venu pour le citoyen-lambda, dindon de la farce des totalitaires et des prébendiers à leur service, de prendre l'information là où elle est, de la compléter voire la commenter et, finalement, de la diffuser. En bref, de court-circuiter les "défaillants". Si vous jugez favorablement les notes du dindon, transférez-les à vos correspondants (1), ils feront de même.

(1) Attention: le clientélisme et l'ignorance ont grandement altéré la conscience de la population.

NOTE numéro 4

"QUEEN MUM" a cassé sa pipe
(Bienvenue au paradis de Jahveh)

En 2001, au cours d'une émission de télévision présentée par une chaîne publique française, le chroniqueur mondain Stéphane Bern (1) lâche, sans autre précision: «La famille royale britannique fait circoncire ses enfants mâles en clinique et non pas à la synagogue !» Stupéfaction des rares téléspectateurs conscients.

Le dindon, alléché, entreprit de fouiller sa «doc», il y apprit d'abord le changement d'état-civil survenu en 1917.

La Reine Victoria (1819-1901) avait épousé un prince allemand, Albert (2), de qui elle eut le futur Edouard VII. Celui-ci, couronné, inaugura donc la «Maison de Saxe-Cobourg-Gotha» en 1901.

Lorsque la première guerre mondiale débute, la presse britannique entame une campagne de propagande anti-allemande que l'on peut franchement qualifier d'«obscène»: il n'y a pas de qualificatif assez ordurier pour le «Prussien», le «Teuton» ou le «Hun». Les journalistes qui prennent leurs infos aux ministères plutôt que sur le terrain rivalisent d'imagination dans le domaine de l'horreur et aucune limite n'est imposée. La presse française prolongera cette propagande haineuse jusqu'après la guerre et détraquera pour longtemps l'esprit des populations francophones. Il suffit, pour s'en convaincre, de se souvenir des millions de civils belges et français du Nord qui, 20 ans plus tard, abandonneront maison, travail, grand-père, chien et chat, pour fuir «l'Allemand» et trouver refuge on ne sait où.(3)

En 1917, sous le règne de Georges V, fils d'Edouard VII, cette propagande était devenue si étouffante que, sur les conseils des politiques, la famille royale remplacera son patronyme allemand par le nom d'un de ses domaines: Windsor.

Edouard VIII, fils du précédent, monte sur le trône en 1936 et abdique la même année, le premier ministre Stanley Baldwin s'opposant à son mariage avec une roturière américaine divorcée, Madame Simpson (4). Cette abdication offre automatiquement la couronne au frère d'Edouard : Georges VI. Or, l'épouse de Georges VI, Elizabeth Bowes-Lyon, [la "Queen Mum" des journaux] de vieille souche écossaise mâtinée au XIXe siècle de race élue pour redorer le blason familial (5), va «judaïser» les successeurs au trône puisque dans la société juive, la femme a charge de transmettre les traditions à sa couvée. Elizabeth II, Reine actuelle, est dans la droite ligne imposée par "Queen Mum", Stéphane Bern l'atteste.

Et depuis Henri VIII... les souverains anglais sont chefs absolus de l'Eglise anglicane !!!

Notes :

(1) Stéphane Bern, lui-même, se qualifie de «Juif de Cour».

(2) Albert était le cousin de Léopold Ier, Roi des Belges et ce dernier n'était pas allemand comme beaucoup de Belges le croient mais naturalisé anglais.

(3) Quelle différence avec les Palestiniens qui se battent pour leur lopin de terre aride sans pour autant venir, comme tant d'autres réfugiés "en danger de mort", encombrer nos «centres d'accueil» et nos banlieues.

(4) Le dindon a lu quelque part que Madame Simpson était juive mais il ne se souvient plus de la source.

(5) Rivarol No 2569 du 5 avril 2002.

A L'ASSAUT DES CAVES DU VATICAN

Vatican Facing Another Legal Time Bomb

April 6, 2002 - The current pedophilia scandal rocking the Catholic Church in America has resulted in several lawsuits against multiple archdioceses due to a pattern of cover ups and pay offs. The Vatican has been added, as a defendant in at least two lawsuits filed by sexual abuse victims who claim sovereign or diplomatic immunity is no defense for the battered institution known as the Roman Catholic Church. This trend will likely continue as more victims come forward and more lawsuits are filed.

But, the Vatican faces another legal time bomb that has been quietly wending its way through the federal court system since November 1999 and may be just as financially devastating. In November 1999, **Ukrainian Holocaust survivors later joined by Serb and Jewish plaintiffs** filed a class action lawsuit against the Vatican Bank, alleging complicity in the laundering of Nazi World War II loot including the proceeds of genocide from several Croatian run concentration camps where upwards of 500,000 Serbs were liquidated between 1941 and 1945.

The Vatican Bank has claimed sovereign immunity to the lawsuit declaring that it is an arm of the Holy See. However, the lawsuit persists and the thorny question of whether a US Court can hear a lawsuit against a Vatican organization remains unresolved. Plaintiffs' attorneys claim immunity is not available for the Vatican Bank which is no stranger to scandal; Federal Judge Maxine Chesney has yet to rule on the case.

Jonathan Levy, one of plaintiffs' counsels, suggests the Vatican is particularly vulnerable to legal process since it is both a Church and a quasi state, but has only enjoyed United States recognition since 1983 as a sovereign entity. Levy said, "Many of the Vatican's activities fall outside the traditional actions of a state, particularly when it comes to financing the Church. In the case of the pedophilia cover up, a Vatican policy of protecting guilty priests violates customary international law as well as the United Nations Convention on the Rights of the Child."

The UN Convention on the Rights of the Child has been ratified by over 190 nations including the Holy See and expressly prohibits sexual exploitation of children. According to Levy, "Some in the Vatican feel they are above temporal laws, there is a parallel here, after World War II the Church assisted Nazi war criminals and helped them escape justice. Now it is pedophile priests who have escaped punishment with help from Rome. In my opinion these are the actions of a rogue state and subject to full legal process in our courts."

For more information on the Vatican Bank lawsuit see:

<www.vaticanbankclaims.com> or contact Attorney Jonathan Levy at 513-528-0586 <jlevy1@cinci.rr.com>

The basis of the Vatican Bank Claims is based on information chronicled in this book co-authored by John Loftus (& Mark Aarons), *Unholy Trinity*, new and revised edition, New York, St Martin's Griffin, 1998, 392 p., who also serves as the plaintiffs expert witness in this case. Loftus est un flic qui a travaillé à l'OSI, l'unité de concoction et de chasse aux nazis réfugiés en Amérique, pour le compte du ministère de la "justice" américain.

From the authors of the bestselling *The Secret War Against the Jews* comes an explosive work that explores the links between the Vatican and the Nazis. Featuring startling new information, *Unholy Trinity* redefines the Catholic Church's role in twentieth-century history.

PARUTIONS

§== **Une soirée au Tabou.** On nous signale la parution d'un livre titré *Tabou*.

En voici le sommaire détaillé:

- Mark Weber: En Allemagne, les perspectives sur l'histoire évoluent. Une prestigieuse récompense attribuée à l'historien Ernst Nolte serait-elle le signe annonciateur d'une plus grande objectivité en histoire?
- L'article 14 de la loi de 1881 en voie de disparition? A propos d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme;
- "Appel en faveur du laïcisme, liberté de la presse et de la recherche historique" signé par des universitaires italiens et paru dans *La Stampa* du 1er mars 1995;
- Mark Weber: Les naufrages du Cap Arcona et du Thielbek en 1945. Quand les Alliés tuaient des milliers de détenus des camps de concentration;
- Robert Faurisson: Le pêcheur, la carpe et le révisionniste;
- Mark Weber: Quand les dirigeants américains projetaient une attaque au gaz toxique contre le Japon;
- Mark Weber: Hiroshima était-il nécessaire? Pourquoi le largage des bombes atomiques aurait pu être évité;
- Charles D. Provan: Nouvel éclairage sur le Dr Miklos Nyiszli et son livre sur Auschwitz;
- Mark Weber: Quand des soldats américains violaient des Japonaises sur l'île d'Okinawa;
- Mark Weber: Accusé de révisionnisme, un professeur allemand se suicide;
- Mark Weber: Un professeur polonais révoqué pour un livre d'histoire non conformiste;
- Les mensonges de la propagande de guerre britannique;
- Robert Faurisson: Le Journal d'Anne Frank est-il authentique? -- Préface à l'édition italienne;
- John Sack: Quand des juifs se font bourreaux (Les camps de concentration pour Allemands en Pologne après la guerre) (par l'auteur de *An Eye for an Eye*);
- L'affaire Salomon Morel, criminel de guerre juif qui coule une retraite heureuse au pays des droits de l'homme (Israël);

-- Amnésie au pays de la mémoire (à propos d'un mémoire sur un massacre antipalestinien en 1948);
-- Mark Weber: L'exposition allemande sur les crimes de la Wehrmacht;
-- Eric Werner: Une citation à méditer tirée de *L'Après-démocratie*.
Tabou, Editions Akribeia (45/3 route de Vourles, 69230 Saint-Genis-Laval), 192 pages, 19,95 euros franco.

§== **La sempiternelle question.** Quand et comment Hitler a-t-il décidé d'exterminer les juifs? Il est intéressant en soi qu'il soit impossible aux historiens chevronnés de répondre à cette simple question. Un éphèbe nommé Christian Gerlach était venu tout fringant nous refilet sous le paillason une solution de gamin. Il se fait reprendre par Browning, plus posé et bon connaisseur des archives. Début d'une recension:

Christopher R. Browning, *Nazi Policy, Jewish Workers, German Killers*, New York: Cambridge University Press, 2000. xii + 185 pp. Map, notes, and index. \$49.95 (cloth), ISBN 0-52-177490-0; \$17.00 (paper), ISBN 0-52-177490-X.

Reviewed for H-Genocide by Joachim Lerchenmueller

<joachim.lerchenmueller@ul.ie>, Dept. of Languages and Cultural Studies, University of Limerick, Limerick, Ireland. "Cultural Studies", ça veut dire "vague merde pseudo-culturelle" pour des étudiants analphabètes. On ne souhaite à quiconque qui n'aurait tué personne d'enseigner les "cultural studies".

Ordinary Killers, Extraordinary Crimes

This volume comprises six lectures delivered by Christopher R. Browning at Cambridge University in the Lent Term of 1999. Fortunately, author and publisher decided not to revise the format of the original texts substantially. Hence the book as a whole is very readable, with the individual lectures being shining examples for concise and clear argumentation. The lectures address three pertinent issues of current Holocaust scholarship: (a) decision and policy making with regard to the Final Solution, (b) the role of economic considerations in these decision making processes, and (c) the behaviour and mindset of those Germans who implemented Nazi policy on local level.

Addressing these issues in close (and often horrible) detail and based on his own extensive archival work, Browning presents the reader with a critical, yet very reasoned and diligent discussion of other scholars' viewpoints.

The first two lectures deal with the evolution of Nazi Jewish policy from the time of the invasion of Poland to late 1941. Browning discusses in detail the various plans to implement Nazi racial and resettlement policies in (former) Poland. He portrays Eichmann's autumn 1939 Nisko Plan for the expulsion and deportation of Jews and Gypsies from Reich territory--both old and new--to the Lublin district and Rademacher's Madagascar Plan of June 1940 as examples of "timely low-level initiative[s] that offered a way to implement policy decisions just made at the top" (p. 17). According to Browning, both plans were abruptly halted when political circumstances changed without being formally abandoned. Instead these plans "lingered as the official policy until an alternative was proclaimed" (p. 17). Browning illustrates this by referring to the sudden defeat of France and the problem of finding space for the incoming ethnic Germans which had rendered the Nisko Plan obsolete, just as the Madagascar Plan was rendered unrealistic by the failure of the Blitzkrieg against Great Britain. Similarly, Browning continues, Heydrich's three Nahplaene (short-range plans), aimed at deporting Poles and Jews from the recently annexed Polish territories to the Generalgouvernement, had to be revised due to changing conditions in the Generalgouvernement.

Browning contends that wartime Nazi Jewish policy initially was dominated by the ideological goal to cleanse all Reich territory of Jews and that plans put forward by lower level officials to that effect were readily seized upon without having due regard to their feasibility. Additionally, Browning contends that these plans either failed to take account of other NS policy objectives--such as the resettlement of ethnic Germans and wartime economic planning--or were overtaken by events in the war. The repeated failure of these SS plans for ethnic cleansing "left the frustrated German demographic planners receptive to ever more radical solutions" (p. 17). Browning goes on to argue that it was in the context of planning the invasion of the Soviet Union that Nazi Jewish policy reached another level of escalation--the wholesale deportation of Jews from European territories ruled or

controlled by Germany to a "territory yet to be determined" (i.e., the Soviet Union).[1] Clearly, Browning is not of the opinion that this phrase (used in late January 1941) was merely a euphemism camouflaging the intended annihilation of European Jewry (p. 21), even though he speculates that as early March 1941, Hitler, Himmler, and Heydrich might have lost interest in this 'solution' and were thinking "of another possibility, if all went well with the imminent military campaign" (p. 22).

The question of when and how precisely the decision to annihilate the Jews of Europe was eventually arrived at is at the center of Browning's second lecture. Here he takes issue with Christian Gerlach's hypothesis [2] that the fate of German and west European Jewry had still been undecided in mid-December 1941. According to Gerlach, it was the United States' entry into the war that triggered the implementation of Hitler's 1939 prophecy of annihilation. Gerlach refers to an entry under the 18 December 1941 in Himmler's *Terminkalender* as the "smoking pistol" document" (p. 34). This entry reads: "Judenfrage ? | Als Partisanen auszurotten" ("Jewish question ? to be exterminated as partisans" [3]. For Gerlach, this brief entry in Himmler's office diary documents the Fuehrer's instruction to eliminate all the Jews in Europe: "There can be no doubt that what Himmler wrote down after the vertical line represented the results of that conversation. But what did the brief notation mean? Linguistically, the statement is an order." I would argue that not only is it possible in principle to doubt that this statement is a summing-up of their conversation, but there is also no compelling reason to interpret what clearly is a notation by Himmler as a statement from Hitler. Linguistically, it may just as well refer to a suggestion that Himmler intended to put to the Fuehrer at that meeting. Gerlach, however, doesn't even entertain that thought, which is not surprising as his whole line of argument depends on the assumption that this sentence refers to a fundamental decision in principle by Hitler. And it was this fundamental decision, Gerlach claims, that is the real reason behind the postponement of the Wannsee Conference: it had to be rescheduled for 20 January 1942 in order to give time to prepare for this new task. [...]

[1]. Theodor Dannecker, memorandum dated 21 January 1941. Cf. p. 20.

[2]. Christian Gerlach, "The Wannsee Conference, the Fate of German Jews, and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All European Jews", *Journal of Modern History*. 12 (1998), pp. 759-812. Traduit en français par Julia Schmidt sous le titre *Sur la conférence de Wannsee*, Paris, Liana Levi, 140 petites pages, 1999, publié, dorloté et préfacé par la luguwre Wieworka.

[3]. Ibid., p. 780.

§== **Barbie chut.** The FBI records regarding Klaus Barbie indicate that in 1983 he was expelled from Bolivia to France where he was under indictment for crimes allegedly committed during World War II while he was chief of the Gestapo in Lyon, France. The Criminal Division of the Department of Justice conducted an investigation into the relationship between Barbie and the U.S. Government following the end of World War II. The report concluded that the United States Government had **no relationship of any kind with Mr. Barbie since he departed from Europe in 1951.** Le rapport fait 76 pages.

<<http://foia.fbi.gov/barbie/barbie.pdf>>

§== **Crétin des Alpes.** Un certain Xavier Martin-Dupond (qui fleure bon le pseudo), qui semble être un esprit particulièrement confus, à l'adresse prévisible de <xmd@worldnet.fr> a décrété ce qui suit:

Devant **la recrudescence de la propagande négationniste** et d'inspiration néo nazi sur Usenet, j'ai décidé de mettre à la disposition de tous un texte qui témoigne de la vraie nature du Nazisme et d'Adolphe Hitler. Ce texte intitulé "Hitler M'a dit" 1, présente, à mon sens un double intérêt.

Premièrement parce qu'il a été publié avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale et que l'on retrouve pour peu qu'on le lise attentivement certains des "projets" criminels du nazisme tel que l'expansion à l'est ou bien encore la création des Haras Humains avant même qu'il ait été mis à exécution, l'auteur rapportant des réunions et des conversations avec Hitler contemporaines de son ascension vers le pouvoir.

Deuxièmement la personnalité de l'auteur, **Hermann Rauschning** qui n'est, au début de son parcours politique, ni un anti-nazi ni un anti fasciste, mais un représentant typique de la classe des Junkers,

l'exemple même des hommes de la droite allemande qui firent alliance ou s'engagèrent au cotés nazis pensant trouver dans ce mouvement une "solution" à la crise allemande et faire barrage au "bolchévisme". Assez rapidement Hermann Rauschning se rendra compte du caractère funeste de son erreur et au fil des conversations avec Hitler le masque tombe révélant la duplicité du personnage et le caractère fondamentalement criminel du projet Nazi.

(...]

Ps : Il me paraîtrait intéressant que ce texte fasse l'objet d'une introduction critique par un historien, et ne l'étant pas de formation cette tâche n'est pas dans mes compétences. Si vous êtes vous-même de formation historiographique ou si vous connaissez quelqu'un qui serait intéressé par ce travail n'hésitez pas à entrer en contact avec moi par mail .

Cette grave andouille ne peut ignorer que ce livre est un faux grossier issu de la propagande anti-hitlérienne qui sévissait parmi les réfugiés et émigrés allemands dans les années 30.

Les amateurs iront télécharger ce faux à l'adresse suivante:

<<http://myweb.worldnet.net/~xmd/Hitler/Table.html>>

§== **Rationnel**. Un site rationnel sur la mutilation inutile qu'est la circoncision:

<<http://altobino.free.fr/sommaire.htm>>

§== **Lire en russe**, directement, le texte de notre ami Jürgen Graf, *Myth o Kholokoste*, sur un site tantinet sataniste...

<<http://warrax2.croco.net/Satan/Books/myth/holo/01.htm>>

§== **Lire en magyar**. On peut lire *Le Mensonge d'Ulysse* de Paul Rassinier en langue magyare, sous le titre de *Odüsszeusz hazugsága* à :

<<http://www.freepress-freespeech.com/~holhome/ltalmud/odysse3.htm>>

§== **Lire en suédois**. Par exemple *L'Holocauste au scanner* de J. Graf ou quelques autres textes, dans la langue des vrais Normands:

<<http://www.den-svenske.com/revisionism/>> Le même texte est paru ou doit paraître en **esthonien**

§== **Combat de bibliothécaires dans un tunnel**. Certains révisionnistes se souviendront peut-être d'une obscure querelle dans les quelques arpents de neige d'Edmonton vers 1988, où les bibliothécaire ne savaient plus s'ils fallait ou non conserver les livres révisionnistes dans leurs rayons. L'un d'entre eux a fait le récit de cette guerre picrocholine dans *Public Librarians and Revisionist Historians*, Non-thesis research project, Faculty of Library and Information Studies, University of Alberta, 1990. Il est lisible sur le web à :

<<http://www.lib.ncsu.edu/staff/kamorgan/epl/>> L'auteur s'appelle Keith Morgan. Il avait pourtant débuté par une thèse sur Shakespeare et la politique dans *Troilus et Cresside*...

§== **Nouvelle adresse de VHO**. Voici la nouvelle adresse à laquelle on pourra joindre VHO (devenu: Vision Historique Objective) et commander, notamment, le livre désormais libre de circulation de Vincent Reynouard sur Oradour: *Le Massacre d'Oradour: un demi-siècle de mise en scène*.

VHO, B.P. 256, B-1050 Bruxelles 5 (Belgique). Essayer d'avoir d'abord **confirmation** que cette adresse fonctionne.

§== **Zolobuziness**. University of North Carolina Press has recently published new titles: Michael Thad Allen's new book, *The Business of Genocide: The SS, Slave Labor, and the Concentration Camps*, examines the SS executives and engineers who built up the vast slave-labor system in Nazi concentration camps. While the bureaucrats who oversaw Holocaust operations are often portrayed as simply "cogs in the machinery," he reveals their ideological dedication, even fanatical devotion, to slavery and genocide in the name of National Socialism. Allen's book was published at the beginning of this month. Please visit:

<<http://uncpress.unc.edu/books/T-5678.html>> for more information.

Arieh J. Kochavi, *Post-Holocaust Politics: Britain, the United States, and Jewish Refugees, 1945-1948*, argues that British foreign policy immediately following World War II was designed to prevent Jewish survivors of the Holocaust from immigrating to Palestine. Kochavi presents a detailed analysis based on extensive archival research of the development and execution of British policy and the resulting confrontations with the U.S., Soviet Union, Italy, and France to show that Britain's policy toward displaced persons was dictated by its desire to secure its interests in the Middle East. For more information, please see
<<http://uncpress.unc.edu/books/T-5020.html>>

§== **Dracula**. For the first time after the fall of Communism, the Romanian Parliament **will pass a law against Holocaust-denial**. The law will also put an end to the campaign for the rehabilitation of Marshal Ion Antonescu. Any "racist", "fascist", "xenophobic" manifestation will also be severely punished from now on.

§== **Primo ou deuxio**. Reuters is carrying a story today (Monday 8 April 2002) about a new biography of Primo Levi which says that Levi's suicide was the result of a deep depression and had nothing to do with his memories of Auschwitz.

§== **Butz on Wiesel**. I have posted some comments about Elie Wiesel at:

<<http://pubweb.nwu.edu/~abutz/dnews/OneBookOneChicago.html>>

There is nothing new about Wiesel's writings there. Rather, I consider three things:

1. Wiesel's *Night* has been chosen for the "One Book, One Chicago" program.
2. Some non-revisionists concede the book is a novel.
3. Therefore issues arise that are similar to those associated with the complete impostor "Binjamin Wilkomirski".

A. R. Butz

§== **Comme chaque mois, le pavé sur Pie XII**. New book published by The Catholic University of America Press (2002): *Pius XII and the Holocaust: Understanding the Controversy*, by Jose M. Sanchez, a Professor of History at St. Louis University.

§== **Choses rares et inconnues (suite)**. Toujours en ratissant la bibliographie de Polger, signalée et présentée ici en janvier, on tombe sur d'autres choses rares et inconnues. On ne recense pas ici les publications israéliennes dont le contenu est trop, disons, prévisible. Quelques exemple pour les amateurs:

Miele, Frank, Giving the Devil His Due -- Holocaust Revisionism as a Test Case for Free Speech and the Skeptical Ethic, *Skeptic*, 2, 4 (1994) p. 58-70.

Presents the views of Ernst Zuendel and David Irving (based on interviews with them), and of others such as Robert Faurisson and Fred Leuchter. Differentiates between "valid Holocaust revisionism" which "provides inforon which others may reach different conclusions" and denial of the Holocaust. Discusses legal proceedings taken against these revisionists in various countries (especially Canada), and argues against legislation restricting free speech as a means of opposing Holocaust denial.

Molinari, Maurizio, ed. Razzismo, xenofobia, antisemitismo in Europa, *Nuova Antologia*, 2186 (Apr-June 1993) p. 5-24.

A collection of seven interviews and articles on the danger of the revival of xenophobia, ethnic hate, and antisemitism in contemporary Europe. Norberto Bobbio states that expressions of racism are inevitable in contact with an immigrant minority, but they need not be discriminatory or violent. He observes that antisemitism is ever-present even where there are no Jews, in "scapegoat" and "Jewish conspiracy" versi. **Marek Halter denounces historical revisionism**, flourishing now as memory of the Holocaust fades, as an attempt to deny the rights and dignity acquired by Jews after the Holocaust. He rejects Ernst Nolte's relativization of mass murder and calls for reinforced remembering of the tragedy.

Najarian, James, Gnawing at History -- The Rhetoric of Holocaust Denial. *The Midwest Quarterly*, 39, 1 (Fall 1997) p. 74-89.

Examines rhetorical strategies in the writings of Holocaust deniers; **they employ some of the same techniques used by contemporary intellectuals.** [*Belle découverte !*] The Holocaust deniers are antisemites who have learned the value of rhetorical modernism. They appeal to the reader's objectivity, sense of fair play, and distrust of figurative language. They also employ the strategies of academic prose, including footnotes, references to "ities," use of the passive voice, avoidance of emotion-laden terms (using "National Socialist Germany" instead of "Nazi Germany"), evocation of "fairness" to present the Nazi side of the story, and rejection of the testimonies of first-hand witnesses as "biased."

Passauer, Paul, Schach den Geschichtsklitterern! Anmerkungen zur Strafbarkeit der "Auschwitz-Luege", *Tribüne*, 95 (1985) p. 6-8.

Approves the initiative taken by some West German federal states to pass a law which will enable the courts to punish Holocaust denial.

Picciotto Fargion, Liliana, Memoria della Shoa -- Condizionamenti, revisioni, negazioni. *La Rassegna Mensile di Israel*, 61, 3, [Sept-Dec 1994] (Dec 1995) p. 9-29.

Describes the postwar process of uncovering the truth about the fate of the Jews and of consolidation of the memory of the Holocaust. For many years, only the Germans were held responsible, while the collaboration of others, including the Italians, was downplayed. Discusses Holocaust denial, and the revisionist historiography which refutes authentic documents and testimonies, manipulates statistics of the numbers of victims, and prints accusations of a Jewish conspiracy. Refers specifically to such as Giorgio Pisano (*Mussolini e gli ebrei*, 1967), Paul Rassinier, Henry Elmer Barnes, and Robert Faurisson.

Price, Vincent; Tewksbury, David; Huang, Li-Ning, Third-Person Effects on Publication of a Holocaust-Denial Advertisement, *Journal of Communication*, 48, 2 (Spring 1998) p. 3-26.

The third-person effect hypothesis predicts that people overestimate the impact of media messages on others. Strong partisans, those who have a stake in the matter, are especially prone to perceive large media effects. Third-person effects may be magnified when the source of the message is biased against its subject. People seize upon the fact that the source is biased and discount the message, but view others as less capable of seeing through the biased intent and especially prone to persuasion. Reports the results of a study carried out in 1995-96. Students at the University of Michigan were presented with a full-page Holocaust denial ad which was placed by the Committee for Open Debate on the Holocaust and printed in the *University of Michigan Daily* in 1991. The students were asked about the ad's probable impact and its suitability for publication. Subjects' appraisals of influence on themselves were reasonably accurate, whereas they tended to overestimate the impact on others. Jewish students exhibited larger third-person effects than others. **Students who found the ad more persuasive were more likely to support publication.**

Rabinbach, Anson, Memories of Assassins, Assassins of Memory -- Recent French Struggles with the Past, *Dissent*, 41, 2 (Spring 1994), p. 253-260.

States that for many years the French hid their trauma of the occupation, as well as tensions amounting to a "civil war" between memory of the resistance and memory of the Vichy-Berlin collaboration, behind the myth of national resistance to the Nazis. Discusses the collapse of the Gaullist myth of national resistance, quoting Henry Rousso's *The Vichy Syndrome* (1991), and recalling the pardons given René Bousquet (1949) and Paul Touvier (1972), high Vichy officials. Also discusses the issue of Holocaust denial in France (by Robert Faurisson and others), as well as the intent at Klaus Barbie's trial to relativize the Nazi crimes. Analyzes the efforts of Pierre Vidal-Naquet, Alain Finkielkraut, and Deborah Lipstadt to combat historical revisionism and make sure that crimes against humanity will always be punishable.

Redeker, Robert, La toile d'araignée du révisionnisme, *Les Temps Modernes*, 589 (Aug-Sept 1996), p. 1-6.

Reflects on the present situation in the French media, where revisionism and negation of the Holocaust have become legitimate and are discussed seriously in the press and on television. Underlines the danger of such a situation for the memory of the Holocaust.

Ja, sicher, er spinnt.

The Reference Librarian, p. 61-62 (1998). Also in hard-cover under *The Holocaust Memories, Research, Reference*, eds. Robert Hauptman, Susan Hubbs Motin (Binghamton, NY Haworth Press, 1998).

Includes two articles on Holocaust denial Stauffer, Suzanne M. Selected Issues in Holocaust Denial Literature and Reference Work [On the problem of providing access in libraries to Holocaust denial] p. 189-193; Landesman, Betty, Holocaust Denial and the Internet, p. 287-299.

Remembering for the Future, Working Papers and Addenda, Vol. I-III. Oxford Pergamon, 1989. xxv, 3202 pp. L'Hénaurme Conférence qui devait nous atomiser... Apparemment nous y avons survécu.

Rubinstein, Hilary L., Early Manifestations of Holocaust Denial in Australia, *Australian Jewish Historical Society Journal*, 14, 1 (Nov. 1997) 93-109.

Contrary to the widespread opinion that Holocaust denial began in Australia in 1979 with John Bennett's memorandum in the *National Times*, manifestations of this phenomenon can be traced back to the 1950s-60s. Two outstanding Australian postwar antisemites, Eric Butler and Father Patrick Gearon, were Holocaust deniers as well. Holocaust denial became a component in the League of Rights' antisemitism by the 1950s, and its member De Wykeham de Louth produced revisionist flyers and pamphlets from 1953 on. Now the League is the main disseminator of Holocaust denial. Some student groups, the immigrant rightist organization Hungarista, as well as Nazi and pro-Nazi groups in Australia (with writers such as H.F. Brus, Edward Cawthron, and William A. Carter) were conspicuous in this field long before 1979.

Sarfati, Georges Elia, Antisémitisme et falsification de l'histoire. Analyse d'un tract "révisionniste", *Cahiers Bernard Lazare*, No 119-120, (1987), p. 131-146.

A textual analysis of a revisionist handbill distributed during the Barbie trial and banned by the French courts. It was supposedly put out by a collective of high school students (Collectif Lycéens Lyon-Nancy-Strasbourg). Its sub-s read: *No Extermination; The Final Solution Meant Expulsion from Europe; Six Million Were Not Assassinated but Hundreds of Thousands Died; Zyklon Gas Was a Pesticide*. The handbill was meant to give the impression that it was the expression of French youth who feel they are indoctrinated by the media. While rejecting Nazism, violence, and anti-Jewish prejudice, they claim that the Germans were not criminals and denounce "Jewish propaganda" and the "Jewish-Zionist conspiracy" using traditional antisemitic themes. Analyzes the revisionist thesis and its ideological sources, Nazi and right-wing traditional antisemitism, and left-wing antisemitism disguised as anti-Zionism.

Schwarz, Johann, Die juristische Diskussion um die Strafbarkeit der Leugnung von Auschwitz in der Bundesrepublik, Deutschland, *Kirche und Israel*, 11, 2 (1996) S. 99-105.

Traces the debate among German jurists on the legitimacy of the law, passed in 1994 in reaction to the Supreme Court's acquittal of Günter Deckert, a right-wing radical accused of denying the Holocaust, making Holocaust denial a punishable crime. Many jurists hold that Holocaust denial in itself, if it is not linked to an attack on the Jewish population, falls under the protection of the constitutional right to freedom of expression. Public opinion, on the other hand, was outraged by the Supreme Court's decision, and this outrage caused the Bundestag to pass the new law.

Shapiro, Shelly, ed. *Truth Prevails Demolishing Holocaust Denial, the End of "The Leuchter Report"*. New York Beate Klarsfeld Foundation; Latham, NY Holocaust Survivors & Friends in Pursuit of Justice, 1990. xi, 135 pp.

A collection of articles opposing the attempt to present a scientific basis for the denial of the existence of the gas chambers by the self-proclaimed "expert" on execution technology Fred A. Leuchter, Jr., who has become a spokesman for the neo-Nazi campaign to deny the Holocaust. "The Leuchter Report" was commissioned and financed by Ernst Zundel for use in his trial in 1988. Contents Preface (1-9); Shapiro, Shelly, *An Investigation* (10-28); Pressac, Jean-Claude, *The Deficiencies and Inconsistencies of "The Leuchter Report"* (31-60); Pressac, Jean-Claude, *Additional Notes Leuchter's Videotape A Witness to Fraud* (61-73); Goodman, Arthur *Leuchter Exposed and Discredited by the Court* (75-84); Rubenstein, Philip, "The Leuchter Report" in the United Kingdom (85-93); Silets, H.L., *Facts Written in Blood. The Zyklon B Trial of Bruno Tesch [By a British military court, Hamburg, 1946.]* (95-104); Allen, Charles R., Jr., *The Role of the Media in the Leuchter Matter, Hying a Holocaust Denier "The Atlantic" and ABC's "Prime Time Live" vs. Responsible Journalism* (105-126).

Le grand classique, payé par les Klarsfeld. Le Rapport Leuchter n'est pas mort et il a même fait une réapparition brillante dans un film, Mr.Death, qui a été projeté à Paris et qui a consterné nos adversaires. Ils ont mis longtemps à s'en remettre

§== **Un héritage doux-amer...** *Bittersweet Legacy. Creative Responses to the Holocaust*, edited by Cynthia Moskowitz Brody. *Studies in the Shoah. Volume XXIV* Lanham: University Press of America, 2001. xxiv + 247 pp. Biographical notes. ISBN 0-7618-1976-2.

Reviewed by Gillian McCann, Ph.D. Candidate, Religious Studies, University of Toronto:

Art as a Healing Medium: Creative Responses to the Holocaust

"*Bittersweet Legacy*" is an ambitious anthology of art, poetry and fiction on the subject of the Holocaust and its aftermath. It is part of the *Studies in the Shoah* series, and according to its editor, Cynthia Moskowitz Brody, was an "attempt at understanding a reality that was unfathomable". Etc. Voir le compte-rendu complet à:

<<http://www.interlog.com/~mighty/reviews/review26.htm>>

§== **Voyage dans le temps.** The Internet Archive, working with Alexa Internet, has created the Wayback Machine. The **Wayback Machine** makes it possible to surf pages stored in the Internet Archive's web archive.

C'est une entreprise absolument folle qui consiste à essayer d'archiver tout Internet. Voir *Le Monde* du 6 avril 2002, p. 28, "Internet cherche à se préserver de l'amnésie".

<<http://www.archive.org/>>

Nous sommes archivés à partir de 1998. Les versions enregistrées ne semblent pas complètes, mais enfin, les VRAIS amateurs pourront désormais avoir des images de l'aaargh venues du passés, et que nous ne possédons même plus... puisque nous procédons par accréation, ce qui est la recette de la croissance.

Voir, par exemple, la liste des sites contenant du matériel lié aux événement du 11 septembre:

<http://web.archive.org/collections/sep11/full_list.html>

Il y a là déjà de quoi alimenter quelques travaux universitaires...

§== **Précisions.** Theodore N. Kaufman is usually called "Nathan Kaufmann" by Holocaust deniers. This is a forgery. Kaufman's (he has only one "n") second name is not Nathan. Wolfgang Benz wrote: The initial of Kaufman's middle name was used only once (in *Time magazine*) and it stands for Newman.

Kaufman, a Jewish New Yorker, wrote *Germany Must Perish*. Among other things the book discusses sterilization of all Germans.

In mid-1941, the Nazi press became aware of Kaufman's publication -- and used it for propaganda. Whether one regards him as a nut or an idealist, the political effect of Kaufman, who acted alone, was actually that he gave the Nnazi propagandists usable ammunition.

D'après Benz, *Rechtsextremismus in Deutschland*, S. 197.

§== **Mauvaises lectures.** «Les soldats israéliens qui ont investi la demeure d'Arafat à Bethléhem ont pu avoir une idée des goûts littéraires de ce dernier. En effet, lors des perquisitions qu'ils ont effectuées, ils ont découvert un livre intitulé : «Le Sionazisme -- il faut le combattre avant qu'il ne vous anéantisse».

Le journaliste Haggai Huberman, correspondant d'Arutz 7 en hébreu, a précisé que l'ouvrage comprenait cinq cents pages ne contenant que des termes haineux à l'égard de l'Etat d'Israël, du sionisme et du peuple juif. Imprimé à Betléhem, il est dédié aux «victimes palestiniennes mortes dans la lutte contre Israël».

Qui ne souhaiterait lire ce livre dont le titre sonne si juste?

§== **Peinture grecque.** "Un incident antisémite a été signalé dans la ville de Salonique, ou de la peinture rouge a été versée sur un monument érigé en mémoire des victimes de la Shoah de cette ville." Quel monument n'attire pas les peintres amateurs ?

§== **Zenzur toujours.** Depuis le 12 avril 2002, le site <<http://www.nationale-anarchie.de>> est fermé par le provider Strato AG. Aujourd'hui il m'a informé qu'il a dénoncé sans préavis le contrat avec moi. Justification: contenus illégal, extrémistes, érotiques etc.(?!), nom de domaine illégal (!?) et d'autres bêtises. Je vais réagir juridiquement.

Le site <<http://www.chez.com/nationalanarchisten>> n'est pas encore concerné.

Toutes les adresses de <<http://www.nationale-anarchie.de>> sont aussi coupées. Contactez-moi s.v.p. seulement à mon adresse <peter-toepfer@t-online.de>
peter töpfer

§= **Thèse à l'aise.**

From <Utente01@itcSerra.net>.

To : <aaarghinternational@hotmail.com>

Mon, 22 Apr 2002 12:21:30 +0200

i miei piu' sentiti complimenti per il sito che sto utilizzando come aiuto per la mia tesi di la maturità.GRAZIE. GIULIA RIGHI

+++++

Informations et commentaires tirés du site **aaargh**

<<http://aaargh-international.org>>

<aaarghinternational@hotmail.com>